

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à demi-tarif 50 fr.	35 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50 Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1 fr. 75 Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1882

- 21 janvier — Décret modifiant l'article 7 du décret du 27 janvier 1855 sur les successions et biens vacants aux colonies 262

1941

- 3 juillet — Loi fixant les règles d'indemnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive en cas d'incapacité temporaire de travail 259

1943

- 29 janvier — Ordonnance sur l'exercice des attributions précédemment dévolues au garde des sceaux, ministre de la justice. (Arrêté de promulgation n° 251 Cab. du 24 avril 1943) 256
- 30 janvier — Ordonnance relative au classement des réfugiés alsaciens et lorrains et portant création d'un comité d'études et d'action sociale. (Arrêté de promulgation n° 252 Cab. du 24 avril 1943) 256
- 5 février — Ordonnance fixant la répartition des attributions entre le commandant en chef français, civil et militaire et les autorités locales. (Arrêté de promulgation n° 253 Cab. du 24 avril 1943) 257
- 19 février — Ordonnance fixant certaines des attributions du général commandant de l'air en A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 255 Cab. du 24 avril 1943) 257
- 24 février — Décision fixant la composition du comité d'hygiène et d'épidémiologie. 258
- 27 février — Ordonnance prohibant la conclusion de pactes sur le relèvement des indemnités dues aux victimes d'accidents. (Arrêté de promulgation n° 254 Cab. du 24 avril 1943). 258
- 1^{er} mars — Ordonnance rendant applicable à l'Afrique française la loi du 3 juillet 1941, fixant les règles d'in-

demnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive en cas d'incapacité temporaire de travail. (Arrêté de promulgation n° 256 Cab. du 24 avril 1943) 258

- 1^{er} mars — Ordonnance instituant un groupement entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre. (Arrêté de promulgation n° 257 Cab. du 24 avril 1943) 259

- 1^{er} mars — Ordonnance portant création d'un service central des anciens combattants et des pensions de l'Afrique française. 261

- 2 mars — Ordonnance portant suppression du prélèvement de 10% sur les subventions. (Arrêté de promulgation n° 258 Cab. du 24 avril 1943) 261

- 4 mars — Ordonnance réprimant la fraude en matière de divorce ou de séparation de corps. (Arrêté de promulgation n° 259 Cab. du 24 avril 1943) 261

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 25 janvier — N° 286 s. e. — Arrêté général tendant à éviter la hausse illicite des prix à l'occasion des fournitures de toute nature faites aux forces alliées 262

- 26 janvier — N° 334 r. — Arrêté général portant application en Afrique occidentale française et au Togo du décret du 21 janvier 1882 modifiant l'article 7 du décret du 27 janvier 1855 sur la curatelle aux successions vacantes aux colonies. 262

- 9 février — N° 556 p. — Arrêté général instituant des dispositions transitoires pour l'application de l'article 32 du décret du 18 novembre 1942, réorganisant le cadre des administrateurs des colonies 262

- 17 février — N° 656 A. p. — Arrêté général portant règlement des conditions de rémunération des employés et salariés des entreprises privées et des particuliers. 263

17 février	— No 657 s. e. — Arrêté général réglant l'organisation des échanges extérieurs de l'A. O. F. et du Togo	264
6 mars	— No 980 s. e. — Arrêté général fixant les modalités d'utilisation de l'huile d'arachides	265
20 mars	— No 1155 s. e. — Arrêté général appliquant à divers lots de maïs du Togo et du Dahomey les opérations de péréquation	265
23 mars	— No 1192 s. e. — Arrêté général abrogeant divers arrêtés et fixant les prix nu-basculé, loco-magasin et F. O. B. des produits d'exportation de la campagne 1943.	266
28 mars	— No 1252 s. e. — Décision générale étendant au Togo la compétence du capitaine des douanes en fonctions au Dahomey	267
29 mars	— No 1293 s. e. — Arrêté général abrogeant les délégations accordées en matière de prix et stocks aux chefs des colonies et territoires	267
29 mars	— No 1294 s. e. — Arrêté général accordant délégation en matière de prix et stocks aux chefs des colonies et territoires	267
4 avril	— No 1349 A. P. — Arrêté général créant une inspection générale du travail de l'A. O. F. et du Togo.	267
6 avril	— No 1376 s. e. — Arrêté général fixant les attributions du comité central des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. et du Togo	268
6 avril	— No 1377 s. e. — Arrêté général fixant les conditions de fonctionnement des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. et du Togo	270
8 avril	— No 1406 F. — Arrêté général réglementant le financement des échanges commerciaux extérieurs	265
9 avril	— No 1439 A. P. — Arrêté général portant application au régime des communes-mixtes de l'A. O. F. et du Togo des dispositions de l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la reprise du fonctionnement des assemblées locales élues.	274
10 avril	— No 1460 P. — Arrêté général créant un poste de secrétaire général du Togo	274

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

10 avril	— No 222 DOM. — Arrêté accordant aux particuliers le concours des agents du service topographique.	275
10 avril	— No 226 F. — Arrêté fixant le taux d'acceptation des monnaies anglaises dans les caisses publiques autorisées à les admettre.	276
10 avril	— No 228 C. F. T. — Arrêté rapportant les arrêtés no 758 C. F. T. du 29 décembre 1942 et no 30 T. P. du 9 janvier 1943 relatifs au budget annexe du chemin de fer (exercice 1943)	276
12 avril	— No 231 T. P. — Arrêté fixant la composition de la commission technique spéciale donnant avis sur le retrait ou la suspension du permis de conduire	276
16 avril	— No 236 A. E. — Arrêté appliquant à l'essence les opérations de péréquation	276

17 avril	— No 239 A. E. — Arrêté fixant les points de stockage à l'intérieur pour les produits de la campagne 1942-43	277
22 avril	— No 247 DOM. — Arrêté autorisant la modification par surcharge de la quotité de certains timbres fiscaux	277
22 avril	— No 248 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de certains produits	277
28 avril	— No 260 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité pendant le mois de mai 1943.	278
28 avril	— No 261 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de café et suspendant provisoirement la campagne d'achat.	278
28 avril	— No 262 AGRO. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du cacao	279
Personnel		279
Divers		280

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (commis d'administration)	283
Domaines	284

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Justice

No 251 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 29 janvier 1943 sur l'exercice des attributions précédemment dévolues au garde des sceaux, ministre de la justice.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sauf dispositions contraires d'une ordonnance, le haut-commissaire de France résident en Afrique française statue sur toutes les affaires pour lesquelles les lois et règlements attribuaient compétence au garde des sceaux, ministre de la justice.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 29 janvier 1943.

H. GIRAUD.

Réfugiés alsaciens et lorrains

No 252 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 30 janvier 1943 relative au classement des réfugiés alsaciens et lorrains et portant création d'un comité d'études et d'action sociale.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le haut-commissaire de France résident en Afrique française coordonne l'action des autorités locales en ce qui concerne le reclassement dans l'économie africaine des réfugiés alsaciens et lorrains et l'action sociale les intéressant.

ART. 2. — Un comité alsacien et lorrain d'études et d'action sociale assiste le haut-commissaire.

Le haut-commissaire désigne le président et les membres du comité.

Il peut déléguer au président le pouvoir de prendre, dans le cadre de l'action sociale, des décisions conformes à l'avis du comité.

ART. 3. — Auprès de chacun des gouverneurs généraux et résidents généraux fonctionne un bureau de reclassement placé sous leur autorité directe et ayant pour mission, en liaison avec le Haut-Commissariat, de préparer les opérations de reclassement et d'en suivre la bonne exécution.

Pour l'Algérie, le comité tient lieu de bureau de reclassement.

ART. 4. — Les dépenses du reclassement des réfugiés et de l'action sociale sont inscrites aux budgets locaux. Elles leur sont remboursées au moyen d'une subvention équivalente imputée sur les crédits ouverts au budget du Haut-Commissariat.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 30 janvier 1943.

H. GIRAUD.

**Attributions du commandant en chef français,
des gouverneurs généraux et résidents généraux**

N° 253 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 5 février 1943 fixant la répartition des attributions entre le commandant en chef français, civil et militaire et les autorités locales.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le commandant en chef oriente et coordonne l'activité des gouverneurs généraux et résidents généraux placés sous sa haute autorité.

Il a compétence exclusive en ce qui concerne :

- a) la défense nationale;
- b) les relations extérieures sous réserve des statuts particuliers des pays de protectorat;
- c) l'approbation des budgets généraux et des emprunts, lorsque leur montant dépasse 50.000.000; les questions de monnaie et de change;
- d) le statut juridique et politique des personnes et des étrangers, sauf pour le Maroc et la Tunisie où cette compétence s'étend seulement aux citoyens et sujets français;
- e) l'organisation de la justice française et la législation pénale française;
- f) les matières qui ne peuvent être réglées que par voie d'ordonnance.

ART. 2. — Le commandant en chef nomme les gouverneurs généraux, les résidents généraux et, sur proposition de ceux-ci, les délégués aux Résidences générales, les secrétaires généraux de Gouvernement général et de Résidence générale et tous les magistrats français.

Il nomme sur la proposition des gouverneurs généraux, les préfets des départements de l'Algérie, les gouverneurs des colonies, les trésoriers-payeurs.

Il nomme les recteurs, les doyens et professeurs de Faculté suivant les formes prescrites par les lois et règlements en vigueur.

Les gouverneurs généraux et résidents généraux nomment les directeurs des travaux publics, les directeurs des finances, les directeurs de la sûreté après agrément du commandant en chef.

ART. 3. — Toute décision comportant une désignation hors du territoire de l'un des pays demeure de la compétence du commandant en chef.

ART. 4. — Toutes les matières qui n'ont pas été réservées à la décision du commandant en chef par les articles qui précèdent sont de la compétence des gouverneurs généraux et résidents généraux.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 5 février 1943.

H. GIRAUD.

Attributions du commandant de l'air en A.O.F.

N° 255 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 19 février 1943 fixant certaines des attributions du général commandant de l'air en A. O. F.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le général commandant de l'air en Afrique occidentale française est le délégué du général commandant l'aviation française d'Afrique.

Il est secondé par le chef du service de l'aviation civile, le chef du service de l'infrastructure de l'air, le directeur des transmissions, en ce qui concerne les télécommunications de l'air et la signalisation, et le chef du service de la météorologie, en ce qui concerne la protection aérienne.

ART. 2. — Le service de l'aviation civile reçoit ses instructions du général commandant de l'air pour ce qui concerne l'aviation impériale et l'aviation civile de la colonie.

Ces instructions émanent pour les premières du général commandant l'aviation française d'Afrique, pour les secondes du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Le recrutement du personnel de l'aviation civile ainsi que les frais de fonctionnement sont à la charge du général commandant l'aviation française d'Afrique.

Le chef du service de l'aviation civile est, par ailleurs, le délégué en Afrique occidentale française du directeur de l'aviation civile auprès du général commandant l'aviation française d'Afrique.

ART. 3. — Le service de l'infrastructure de l'air en Afrique occidentale française dépend du général commandant de l'air en Afrique occidentale française représentant le général commandant l'aviation française d'Afrique auprès du gouverneur général, tant pour les affaires militaires et impériales que pour les affaires coloniales.

Pour l'infrastructure militaire, les décisions émanant du général commandant l'aviation française d'Afrique sont adressées directement au général commandant de l'air, qui tient le gouverneur général informé.

Pour l'infrastructure impériale, les décisions de principe sont prises en liaison avec le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et adressées au général commandant de l'air.

Pour l'infrastructure coloniale, les décisions émanant du gouverneur général de l'Afrique occidentale française sont adressées au général commandant de l'air en Afrique occidentale française.

La correspondance technique est directe entre le service de l'infrastructure du général commandant l'aviation française d'Afrique et le service de l'infrastructure de l'air en Afrique occidentale française.

ART. 4. — Les directives générales d'organisation et d'exploitation des télécommunications de l'aéronautique et de la signalisation sont données au directeur des transmissions par le général commandant de l'air en Afrique occidentale française.

En ce qui concerne la partie technique, elle est assurée par la direction des transmissions de la fédération.

ART. 5. — Une liaison permanente sera établie entre le service de l'infrastructure de l'air de l'Afrique occidentale française et la direction générale des travaux publics pour examiner les répercussions des travaux envisagés sur l'économie du pays (main-d'œuvre, matériaux, transports); de même, les questions domaniales, d'urbanisme ou de servitude seront réglées par le service de l'infrastructure de l'air en liaison avec les services du Gouvernement général.

ART. 6. — Toutes dispositions contraires à celles contenues dans la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 7. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 19 février 1943.

H. GIRAUD.

Comité d'hygiène et d'épidémiologie

Composition du Comité

DECISION du 24 février 1943.

Par décision du général d'armée, commandant en chef français, civil et militaire, la composition du comité d'hygiène et d'épidémiologie du Commandement en chef français, civil et militaire est fixée ainsi qu'il suit :

le directeur général du service de santé militaire en Afrique du Nord;

l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française;

le directeur du service de santé militaire de la 19^e région militaire;

le directeur du service de santé militaire du Maroc;

le directeur du service de santé militaire de Tunisie;

le directeur du service de santé de la 4^e région maritime;

le directeur du service de santé de l'air en Afrique du Nord;

le directeur de la santé, de la famille et de la jeunesse du Maroc;

le directeur de la santé et de la famille d'Algérie;

le directeur de la santé publique de la Tunisie.

ART. 2. — Le chef de la section technique de la santé publique représente le commandant en chef français, civil et militaire, auprès du comité d'hygiène et d'épidémiologie.

Victimes d'accidents

N^o 254 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 27 février 1943 prohibant la conclusion de pactes sur le relèvement des indemnités dues aux victimes d'accidents.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services ou de leurs avances, envers les intermédiaires qui, moyennant émoluments convenus au préalable, se chargent d'assurer aux victimes d'accidents de droit commun ou à leurs ayants-droit, le bénéfice d'accords amiables ou de décisions judiciaires.

ART. 2. — Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'article précédent sera puni d'une amende de 1.000 à 50.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 10.000 à 500.000 francs. En outre, le tribunal devra ordonner la publication d'un extrait du jugement dans un ou plusieurs journaux et son affichage à la porte du ou des bureaux de l'intermédiaire pendant un mois, le tout aux frais du condamné.

La suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle de ces affiches, opérée volontairement par le condamné à son instigation ou par son ordre, entraîne contre lui l'application d'une peine d'emprisonnement de six à quinze jours et il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions relatives à l'affichage aux frais du condamné.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Alger, le 27 février 1943.

H. GIRAUD.

Engagés volontaires et requis civils

N^o 256 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 1^{er} mars 1943 rendant applicable à l'Afrique française la loi du 3 juillet 1941, fixant les règles d'indemnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive en cas d'incapacité temporaire de travail.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 3 juillet 1941 fixant les règles d'indemnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive, en cas d'incapacité temporaire de travail est rendue applicable à l'Afrique française.

ART. 2. — Les dépenses résultant de l'application de la présente ordonnance seront prises en charge par les budgets locaux.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 1^{er} mars 1943.

H. GIRAUD.

LOI du 3 juillet 1941.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu :

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En cas de blessure reçue, d'accident éprouvé ou de maladie contractée ou aggravée par le fait ou à l'occasion du service, les engagés volontaires et requis civils du service de la défense passive sont, pendant la durée de leur incapacité temporaire de travail, indemnisés dans les conditions définies aux articles suivants.

ART. 2. — Les intéressés ont droit au remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques sur la base du tarif en vigueur pour les accidents du travail, à moins qu'ils ne soient hospitalisés aux frais de l'Etat dans un établissement civil ou militaire.

ART. 3. — « En cas d'incapacité temporaire de travail, les intéressés reçoivent une indemnité compensatrice de la perte subie dans le produit de leur travail habituel, sans toutefois qu'elle puisse excéder 60 francs par jour.

« A cette indemnité s'ajoutent les allocations familiales prévues par la législation en vigueur ». (Ainsi modifié par la loi du 13 août 1942).

Le taux de l'indemnité compensatrice est fixé dans chaque cas par le préfet.

Elle est mandatée par lui, ainsi que le montant des frais médicaux et pharmaceutiques prévus à l'article 2. La dépense est imputée sur les crédits du département de la guerre affectés au fonctionnement de la défense passive.

ART. 4. — Les indemnités prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus ne sont pas cumulables avec les pensions et prestations accordées par application du décret portant règlement d'administration publique sur l'organisation générale de la défense passive, en date du 30 janvier 1939.

ART. 5. — Les fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics, victimes d'accidents, de blessures ou de maladies, du fait ou à l'occasion d'un service de défense passive, à quelque titre qu'ils soient appelés à y participer, ont, au point de vue indemnisation en cas d'incapacité temporaire de travail, les mêmes droits que s'ils s'agissait d'une invalidité résultant de l'exercice de leurs fonctions. Ils conservent l'intégralité de leur traitement ou salaire jusqu'à leur rétablissement.

ART. 6. — Des décrets rendus sur la proposition des secrétaires d'Etat intéressés et du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, détermineront les conditions d'application de la présente loi et son extension à l'Algérie, aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, à la Tunisie, au Maroc, ainsi qu'à la Syrie et au Liban.

ART. 7. — Les dispositions de la présente loi sont applicables rétroactivement à tous engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive, bénéficiaires du décret du 30 janvier 1939.

ART. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 juillet 1941.

PHILIPPE PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le général d'armée, commandant en chef
des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur
et aux affaires étrangères,*

Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat au travail,
René BÉLIN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Sociétés d'assurances

N° 257 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 1^{er} mars 1943 instituant un groupement entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

Vu le décret-loi du 22 février 1940 relatif à l'assurance sur la vie et aux sociétés de capitalisation en temps de guerre et tendant à l'institution d'un groupement entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication de la présente ordonnance et nonobstant toutes dispositions ou conventions contraires, aucune police d'assurance sur la vie couvrant les risques de guerre étrangère, aucun avenant destiné à ajouter la garantie des risques de guerre étrangère à une police souscrite avant la publication de la présente ordonnance et ne donnant pas la possibilité à l'assuré d'obtenir cette garantie, ne pourront être souscrits si ce n'est dans les conditions prévues ci-dessous.

ART. 2. — Il est constitué entre les sociétés d'assurances sur la vie admises à opérer dans les territoires relevant du commandant en chef français, civil et militaire un groupement ayant pour objet l'assurance contre les risques de guerre étrangère en matière d'assurance sur la vie.

Les sociétés visées à l'alinéa ci-dessus peuvent adhérer au groupement, nonobstant toutes clauses contraires de leurs statuts. Ce groupement peut seul, après homologation de son règlement intérieur par le secrétaire aux finances, garantir les risques de guerre étrangère en matière d'assurance sur la vie.

ART. 3. — Le groupement est un organisme de répartition et de gestion. Il ne doit réaliser aucun bénéfice.

Son règlement intérieur fixe les modalités d'adhésion des sociétés d'assurances, les conditions des assurances contractées et d'une manière générale toutes les dispositions relatives à l'organisation, au fonctionnement et à la dissolution du groupement.

ART. 4. — La garantie des risques de guerre étrangère ne peut être accordée que jusqu'à concurrence d'un capital maximum de 300.000 francs par tête assurée.

Les polices d'assurances sur la vie souscrites par des sociétés n'adhérant pas au groupement doivent exclure expressément la garantie du risque de guerre. Les polices excluant la garantie du risque de guerre doivent spécifier que le bénéficiaire sera tenu de prouver que le décès ne résulte pas d'un fait de guerre étrangère, si ce décès survient un an après la cessation des hostilités.

ART. 5. — Le groupement est administré par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par les sociétés adhérentes, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administration et de gestion les plus étendus, sous réserve des dispositions de la présente ordonnance et du règlement intérieur.

Le groupement est soumis au contrôle du secrétaire aux finances.

ART. 6. — Pour les contrats d'assurance avec garantie des risques de guerre souscrits dans les conditions de la présente ordonnance, les sociétés d'assurance sur la vie adhérentes au groupement sont dispensées de plein droit de l'exécution des clauses de tous traités de réassurance obligatoire.

ART. 7. — Est considéré comme risque de guerre pour l'application de la présente ordonnance :

1^o — le décès, quelle qu'en soit la cause, des militaires appartenant aux formations de l'armée ou du territoire, lorsque le décès survient pendant que le militaire appartient aux dites formations en temps de guerre;

2^o — le décès, quelle qu'en soit la cause, des militaires ou anciens militaires ayant appartenu aux formations de l'armée ou du territoire en temps de guerre, lorsque le décès survient moins de deux ans après qu'ils ont cessé d'y appartenir et au plus tard, un an après la cessation des hostilités;

3^o — le décès de toute personne, survenant au plus tard un an après la cessation des hostilités, lorsqu'il résulte directement, soit des blessures ou lésions infligées par l'action offensive des forces d'une puissance belligérante quelconque, soit par la défense active contre cette action, à l'exclusion des actes de police, soit de violences exercées par l'ennemi;

4^o — le décès, quelle qu'en soit la cause, de toutes personnes déportées ou internées par une puissance belligérante quelconque lorsqu'il survient pendant que lesdites personnes sont l'objet de ces mesures ou moins de deux ans après qu'elles ont cessé d'en être l'objet et, au plus tard, un an après la cessation des hostilités.

Les polices qui ne garantissent pas les risques de guerre doivent et ne peuvent exclure que les cas de décès énumérés ci-après :

a) décès survenu pendant que l'assuré appartient comme militaire aux formations de l'armée ou du territoire en temps de guerre;

b) décès survenu pendant que l'assuré se trouve interné ou déporté par une puissance belligérante quelconque;

c) décès survenu dans l'un des cas visés au paragraphe 3 ci-dessus.

Parmi les militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire sont compris pour l'application de la présente ordonnance, les personnels mis en appel différé qui font partie des formations de sapeurs forestiers, du service du trésor aux armées, de douaniers, du service de la poste aux armées, des formations de télégraphie militaire, des sections de chemins de fer de campagne, d'électriciens de campagne.

ART. 8. — Indépendamment des risques prévus à l'article 7 ci-dessus, le groupement prendra à sa charge, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les aggravations des risques présentées par les assurés survivants s'étant trouvés dans une des situations visées aux paragraphes 1^{er} et 4 de l'article 7 ou résultant directement des blessures, lésions ou violences, visées au paragraphe 3 du même article.

ART. 9. — Le règlement intérieur du groupement déterminera la nature des frais à sa charge et les recettes qui pourront être affectées au paiement des frais.

ART. 10. — A défaut de paiement de primes et surprimes aux échéances fixées par les polices, les dispositions des articles 16, 75 et 83 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance sont applicables en temps de guerre aux assurances sur la vie comportant couverture de risques de guerre et dans les conditions de la présente ordonnance, nonobstant toutes dispositions contraires. Toutefois, dans le cas où la surprime est payable par acomptes, le solde restant dû est toujours exigible nonobstant les dispositions de l'article 75 précité.

ART. 11. — Les titulaires de contrats d'assurance sur la vie souscrits antérieurement à la publication de la présente ordonnance et ne comportant pas la garantie des risques de guerre étrangère ont la possibilité, nonobstant toutes clauses contraires de leurs contrats, de souscrire un avenant couvrant ces risques pendant un délai de deux mois à compter de cette publication.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, souscrits après la publication de la présente ordonnance, la garantie du risque de guerre ne pourra être stipulée par un avenant postérieur au contrat principal, mais seulement simultanément avec celui-ci.

ART. 12. — Toute personne qui présente au public en vue de leur souscription, souscrit ou fait souscrire, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, des contrats ou des avenants contrevenant aux dispositions des articles 1^{er} et 4 de la présente ordonnance, est punie d'une amende de 100 à 2.000 francs et en cas de récidive, d'une amende de 500 à 10.000 francs et à un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 13. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables à la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

ART. 14. — Une ordonnance pourra, à toute époque, prononcer la clôture des opérations du groupement et déterminer les conditions de liquidation des contrats en cours.

ART. 15. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 1^{er} mars 1943.

H. GIRAUD.

**Service central des anciens combattants
et des pensions**

ORDONNANCE du 1^{er} mars 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 18 juillet 1941 organisant un secrétariat général aux anciens combattants et pensions;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Secrétariat aux finances un Service Central des Anciens Combattants et des pensions de l'Afrique française.

ART. 2. — Ce service a sous son autorité : les sections départementales ou locales des pensions, les centres spéciaux de réforme, les centres d'appareillage, le service des soins gratuits, les offices départementaux ou locaux des mutilés, victimes de la guerre et pupilles de la nation, les centres d'hébergement de l'Afrique française.

Les budgets de ces organismes sont approuvés par le secrétaire aux finances qui en contrôle l'exécution.

ART. 3. — Le service central des Anciens Combattants et des pensions de l'Afrique française est assisté d'une commission consultative médicale.

ART. 4. — Ce service a dans ses attributions :
la liquidation de tous droits à pensions d'ancienneté militaires et civiles des départements de la guerre, de l'air, de la marine et des colonies et la délivrance des titres de paiement ;

la liquidation des pensions d'invalidité et de celles fondées sur le décès ainsi que la délivrance des titres de paiement ;

le contrôle des services de la retraite du combattant, des secours prévus par les lois et règlements en vigueur, du service des soins gratuits, de l'appareillage des mutilés et des offices des mutilés.

ART. 5. — Le directeur du service central des Anciens Combattants et des pensions de l'Afrique française assure, en qualité d'ordonnateur secondaire, la gestion des crédits qui lui sont délégués pour le fonctionnement de son service.

ART. 6. — Les pensions ainsi liquidées seront concédées à titre provisoire; elles feront l'objet d'une régularisation lors de la reprise des relations avec la métropole.

Les réclamations relatives à la concession des pensions d'invalidité et de celles fondées sur le décès sont soumises à l'examen d'une commission spéciale.

ART. 7. — Toutes questions relatives à l'état-civil, aux successions et aux sépultures militaires ressortissent à l'administration de l'armée.

ART. 8. — La section régionale des pensions établie à Alger est supprimée.

ART. 9. — L'organisation et le fonctionnement du service central des Anciens Combattants et des pensions de l'Afrique française et des commissions qui y sont rattachées sont réglés par décisions du secrétaire aux finances.

ART. 10. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 1^{er} mars 1943.

H. GIRAUD.

Subventions

N° 258 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 2 mars 1943 portant suppression du prélèvement de 10% sur les subventions.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques et notamment son article 5;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le prélèvement de 10% institué par le décret du 16 juillet 1935 cessera d'être effectué sur les subventions de toute nature à dater du 1^{er} janvier 1943.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 2 mars 1943.

H. GIRAUD.

Divorce — Séparation de corps

N° 259 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 4 mars 1943 réprimant la fraude en matière de divorce ou de séparation de corps.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura, par des manœuvres dolosives ou de fausses allégations, tenu ou tenté de tenir son conjoint dans l'ignorance d'une procédure de divorce ou de séparation de corps dirigée contre lui, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 4 mars 1943.

H. GIRAUD.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Marchés

ARRETE N° 286 S. E. du 25 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret en forme de règlement d'administration publique du 2 septembre 1939, relatif à l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministère des colonies;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du haut-commissaire en Afrique française;

Vu la nécessité d'éviter la hausse illicite des prix à l'occasion de la fourniture aux forces alliées des prestations de toute nature nécessaires à leur effort de guerre;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sur tout le territoire de l'A.O.F. et du Togo, quiconque aura passé avec les forces alliées un marché pour la fourniture de biens meubles ou immeubles, de travaux de toute nature ou de services, ou pour prestation de travail ou d'ouvrage de toute nature, devra obligatoirement soumettre au contrôle administratif les factures, contrats, mémoires, devis, etc., ou projet de ces documents.

ART. 2. — Dans le cas où la prestation fournie ferait déjà l'objet d'une taxation de prix, ce prix ne pourra être dépassé, dans tous les autres cas, le service administratif compétent déterminera si le prix demandé constitue ou non un fait de hausse illégitime. Le cas échéant, le fournisseur ou le prestataire sera invité à ramener le prix selon l'évaluation du service administratif. En cas d'échec d'accord amiable, il pourra être procédé à la réquisition des biens, travaux ou services, prévus au projet en cause.

ART. 3. — Les factures, contrats, mémoires, devis ou projets de ces documents, seront adressés, en un exemplaire, au gouverneur ou au chef de territoire. Dans la circonscription de Dakar ils seront adressés au Secrétariat général du Gouvernement général (commission consultative des réquisitions et litiges) qui les retournera, visés dans les moindres délais.

Les documents ci-dessus pourront également être présentés au contrôle administratif directement par les forces alliées.

Les fournisseurs en seront informés.

SANCTIONS

ART. 4. — Toute personne convaincue de s'être soustraite au contrôle administratif sera passible d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus et d'une amende de deux cents francs à douze mille francs.

ART. 5. — Le gouverneur, secrétaire général du Gouvernement général, les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, le directeur du service central du contrôle des prix et stocks, le chef du service judiciaire de l'A. O. F. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et publié au J. O. de l'A. O. F. et au J. O. du Togo.

Dakar, le 25 janvier 1943.

P. BOISSON.

Successions et biens vacants

ARRETE N° 334 F. du 26 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 27 janvier 1855 sur la curatelle aux successions vacantes dans les colonies des Antilles et de la Réunion rendu applicable à toutes les colonies françaises par le décret du 14 mars 1890;

Vu le décret du 21 janvier 1882, modifiant l'article 7 du décret du 27 janvier 1855;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du Haut-Commissaire en Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable en Afrique occidentale et au Togo le décret du 21 janvier 1882, modifiant l'article 7 du décret du 27 janvier 1855 sur les successions et biens vacants aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté est immédiatement exécutoire.

Dakar, le 26 janvier 1943.

P. BOISSON.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des colonies;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 janvier 1855, portant règlement d'administration publique sur la curatelle aux successions et biens vacants à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 du décret du 27 janvier 1855 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est alloué au curateur, indépendamment de ses déboursés pour tous droits, vacations et indemnités, des remises dont le taux sera calculé sur les bases suivantes, savoir :

« 1 1/2 % sur les recettes;

« 1 1/3 % sur les dépenses;

« 5 % sur le solde créditeur.

« Ces honoraires sont taxés par le jugement ou l'arrêt définitif d'apurement dont il sera parlé plus bas ».

ART. 2. — Le ministre du commerce et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois et au bulletin officiel des colonies.

Fait à Paris, le 21 janvier 1882.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République

Le ministre du commerce et des colonies,

ROUVIER.

Administrateurs des colonies

556 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 9 février 1943, pendant une période qui prendra fin 3 ans après la date légale de cessation des hostilités les dérogations à l'obligation du temps de présence dans un poste de l'intérieur ou du temps de commandement, prévues par l'article 32 du décret du 18 novembre 1942, pourront être prononcées sans limitation en ce qui concerne les administrateurs des colonies servant en Afrique occidentale française et au Togo.

Rémunération des employés et salariés

ARRETE N° 656 A. P. du 17 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR;

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942, du haut-commissaire en Afrique française;

Vu la loi du 6 décembre 1940, modifiée le 5 mars 1941, et les textes subséquents relatifs à l'organisation de groupements professionnels aux colonies;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Au sens du présent arrêté est considérée comme « salarié » toute personne qui occupe un emploi la plaçant dans une position de subordination vis-à-vis d'un employeur, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers et quel que soit le mode de rétribution adopté.

Les règles suivantes sont applicables en matière de rémunération et d'avantages alloués aux « salariés » dans les territoires dépendant du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et du Togo.

TITRE PREMIER

ART. 2. — Quiconque engage un salarié autre qu'un manoeuvre non spécialisé ne pourra, sauf autorisation expresse du gouverneur ou du chef du territoire ou de son délégué, lui accorder, pendant l'année qui suivra son recrutement, une rémunération et des avantages supérieurs à ceux dont il bénéficiait chez son précédent employeur, si celui-ci était installé dans les territoires dépendant du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 3. — Au cas de licenciement ou de départ volontaire d'un salarié autre qu'un manoeuvre non spécialisé l'employeur est tenu de remettre une attestation sur papier libre, éventuellement à en-tête de son entreprise, au salarié qui la contresignera.

Cette attestation précisera :

a) Le montant de la rémunération horaire, journalière, hebdomadaire, bi-mensuelle ou mensuelle que le salarié percevait au moment de la cessation de ses services ;

b) Le montant total des salaires reçus par le salarié pendant chacun des quatre derniers mois qui ont précédé son départ ou, s'il était embauché depuis moins de quatre mois, le salaire reçu pour chacun des mois écoulés depuis son recrutement jusqu'à la cessation de ses services ;

c) Le montant des avantages accessoires (indemnités de toute nature, avec l'indication de la nature et du montant de chaque indemnité : pourboires, gabelles, commissions, primes de rendement, etc.), ces avantages devant être mentionnés, d'une manière distincte, pour les mêmes périodes que celles prévues pour le salaire au paragraphe b ci-dessus ;

d) Les avantages en nature.

Elle sera remise par le salarié, lors de son recrutement, à son nouvel employeur qui la tiendra, pendant un an, à la disposition des fonctionnaires ou agents chargés du contrôle.

TITRE II

ART. 4. — Les gouverneurs ou chefs de territoires, après avoir pris l'avis des délégués permanents des groupements professionnels et des chambres de commerce, détermineront par arrêtés dont il sera rendu compte au gouverneur général de l'Afrique occidentale française les différentes catégories professionnelles de salariés, faisant partie du personnel subalterne d'exécution, pour lesquelles une fixation des salaires normaux interviendra.

Les conditions à remplir par les salariés pour être classés dans l'une des catégories professionnelles ainsi déterminées seront précisées, si nécessaire.

La catégorie professionnelle à laquelle chaque salarié appartient individuellement sera constatée par l'autorité administrative selon des modalités précisées par des décisions locales.

ART. 5. — Des arrêtés locaux, pris dans les formes prescrites à l'article 4 ci-dessus, fixeront périodiquement par catégorie professionnelle ainsi déterminée, et éventuellement par établissements, par centres, par régions ou par colonie, les taux des salaires normaux à allouer.

Les salaires normaux constituent des salaires maxima. Les mêmes arrêtés pourront cependant fixer le pourcentage de la majoration qui pourra être accordée soit aux salariés qui auront souscrit un engagement pour une durée déterminée, soit aux salariés qui seront en service chez un même employeur depuis un laps de temps déterminé, soit enfin à des salariés exerçant leur travail dans des conditions pénibles.

Ces arrêtés pourront interdire l'octroi d'avantages accessoires en espèces ou en nature ou réglementer l'allocation de ces avantages. Les conditions dans lesquelles les salariés seront éventuellement nourris et logés feront notamment l'objet de dispositions précises.

TITRE III

ART. 6. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 2 ou aux arrêtés pris en exécution de l'article 5 du présent arrêté sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent à cent mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, la peine de prison sera toujours prononcée.

Quiconque aura promis ou offert à un salarié au service d'un autre employeur une rémunération et des avantages supérieurs à ceux qu'il percevait chez cet employeur, sera puni des mêmes peines.

Si l'offre ou la promesse a été faite par personne interposée, le complice sera passible des mêmes peines.

ART. 7. — Quiconque aura refusé d'établir l'attestation prévue à l'article 3, quiconque aura établi un décompte inexact de la rémunération et des avantages alloués par lui, sera puni d'une amende de cent à cent mille francs.

ART. 8. — Quiconque aura contrevenu aux arrêtés ou décisions intervenus en exécution de l'article 4 sera puni d'une amende de cent à trente mille francs.

ART. 9. — Les fonctionnaires et agents habilités par les gouverneurs ou chefs de territoire à relever les infractions au présent arrêté peuvent exiger la communication des documents de toute nature propres à faciliter l'accomplissement de leur mission.

ART. 10. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 17 février 1943.

P. BOISSON.

Echanges extérieurs de l'A.O.F. et du Togo

ARRETE N° 657 S. E. du 17 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, modifiée par le décret du 12 janvier 1942;

Vu la loi du 14 mars 1942, réglementant les prix et stocks pour l'Afrique occidentale française et le Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations commerciales d'importation et d'exportation sont réalisées en Afrique occidentale française et au Togo dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ART. 2. — On entend par importation la vente, la livraison, la remise, la cession à titre gratuit ou onéreux d'un produit ou d'une marchandise non originaire d'un des territoires de l'Afrique occidentale française ou du Togo à un commerçant ou à un organisme public ou privé résidant ou représenté dans ces territoires.

ART. 3. — On entend par exportation la vente, la livraison, la remise, la cession à titre gratuit ou onéreux à un particulier ou à un organisme public ou privé résidant hors des territoires de l'Afrique occidentale française ou du Togo d'un produit ou d'une marchandise originaire de ces territoires ou importé dans ces territoires.

ART. 4. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française, ayant dans ses attributions, aux termes de l'article 5 de l'arrêté n° 395 du 30 janvier 1943, les questions d'échange et de répartition de produits, marchandises et matériels, est chargé du contrôle des opérations visées aux articles précédents, à l'exclusion des colis familiaux.

a) Importations

ART. 5. — Les services administratifs compétents notifient au comité central :

Soit les contingents attribués à l'Afrique occidentale française par le haut-commissaire de France en Afrique;

Soit les facultés ouvertes à l'Afrique occidentale française dans le cadre des contrats généraux de fournitures passés avec les pays alliés.

ART. 6. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux répartira ces quantités globales de fournitures entre :

D'une part, selon les besoins de chaque territoire, le groupement du commerce colonial, chargé, conformément aux textes qui le régissent, de la réalisation des contingents commerciaux pour le compte commun;

D'autre part, les autres groupements professionnels coloniaux pour les besoins de leurs ressortissants, qu'il s'agisse de fournitures dont ils sont utilisateurs finals ou de celles qu'ils mettent en œuvre dans leurs entreprises, mais à l'exclusion de celles qui seraient destinées à la revente aux consommateurs sans transformations.

ART. 7. — Les opérations d'importation seront réalisées sur la base des prix d'origine fixés par l'Afrique du Nord ou les pays alliés.

ART. 8. — Le président de chaque groupement professionnel répartira entre ses ressortissants les commandes à passer. Il est habilité à délivrer par ses représentants et, par délégation de l'administration, les licences d'importation nécessaires.

ART. 9. — Les conditions d'importation entre les ressortissants de chaque groupement seront définies par voie de règlement intérieur établi par chaque groupement pour ce qui le concerne et approuvé par le comité central.

ART. 10. — Les titulaires de licences d'importation sont tenus de les utiliser dans le délai qui leur sera imparti. Ils peuvent se substituer, à cet effet une autre maison de l'Afrique occidentale française ou du Togo. La non réalisation d'une licence, sauf dans le cas de force majeure dûment démontrée, entraînera l'exclusion des répartitions ultérieures.

b) Exportations

ART. 11. — Les services administratifs compétents notifient au comité central les besoins exprimés :

Soit par les pays d'Afrique du Nord;

Soit par les pays alliés dans le cadre des contrats généraux souscrits avec eux.

ART. 12. — L'administration déterminera les quantités, les qualités, les prix de vente, l'échelonnement des livraisons.

ART. 13. — Le comité central répartira les fournitures prévues, selon leur nature, entre les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo et entre les groupements, en conformité avec les arrêtés réglant les conditions de fonctionnement des groupements.

ART. 14. — Le président de chaque groupement répartira entre ses ressortissants les fournitures le concernant.

ART. 15. — Les modalités de cette répartition seront définies par voie de règlement intérieur établi par chaque groupement et approuvé par le comité central.

ART. 16. — Les présidents de chaque groupement sont habilités, chacun pour ce qui le concerne, à délivrer ou à faire délivrer par leurs représentants, par délégation de l'administration, les licences d'exportation nécessaires et à prendre toutes dispositions pour retenir le frêt correspondant.

ART. 17. — Les produits rachetés par l'Etat bénéficient en toutes circonstances d'une priorité d'embarquement. L'administration peut, en outre, prescrire le transport par priorité vers les ports d'embarquement des quantités de ces produits stockés à l'intérieur.

ART. 18. — Le règlement des opérations commerciales visées aux articles précédents sera réalisé dans les conditions fixées par le Haut-Commissariat de France à Alger.

ART. 19. — Le commissaire du Gouvernement auprès du comité central peut apposer son *veto* aux décisions prises par cet organisme.

L'exercice de ce droit de *veto* a pour effet de soumettre le litige à l'arbitrage du gouverneur général.

ART. 20. — Les gouverneurs des colonies, chefs des territoires et le directeur général des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 17 février 1943.

P. BOISSON.

ARRETE N° 1406 F. du 8 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939, pris pour l'application de cette loi aux colonies;

Vu les lois du 27 octobre 1940 et du 22 février 1941 relatives à l'achat sur place des denrées coloniales;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943, du général commandant en chef, particulièrement l'article 4 attribuant aux gouverneurs généraux ou résidents généraux le pouvoir de régler toutes les matières qui n'ont pas été réservées à la décision du commandant en chef;

Vu l'ordonnance du 17 février 1943, du général commandant en chef, ouvrant dans les écritures du trésor un compte spécial au nom du Gouvernement général et autorisant ce dernier à faire des avances aux banques sur les disponibilités de ce compte, pour le rachat des produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le règlement financier des échanges commerciaux extérieurs de l'Afrique occidentale française et du Togo est assuré par les établissements bancaires agréés par l'administration locale. Les paiements et les encaissements seront effectués par ces établissements pour le compte du Gouvernement général aux conditions et aux prix fixés par l'administration. Il ne pourra être dérogé à ce mode de financement que par des décisions spéciales autorisant le paiement direct dans tous les cas où de telles dérogations auront été admises.

ART. 2. — Des conventions particulières régleront en accord avec les banques intéressées les modalités d'exécution des opérations. En cas de besoin, le compte du Gouvernement général dans les diverses banques pourra être alimenté par des avances de l'institut d'émission qui feront l'objet d'une convention spéciale.

ART. 3. — Après le règlement définitif des opérations et le remboursement des avances de la banque d'émission, le solde sera transporté au compte de trésorerie 12-47 dans les conditions fixées par l'ordonnance du 17 février 1943 du général commandant en chef.

ART. 4. — Le présent arrêté est rendu immédiatement exécutoire.

Dakar, le 8 avril 1943.

P. BOISSON.

Huiles d'arachides

ARRETE N° 980 S. E. du 6 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant les prix et la réglementation des stocks, modifiée par arrêté n° 4710 S. E. du 31 décembre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo la vente, la consommation, la cession à titre gratuit par les fabricants d'huiles d'arachides (brutes, raffinées, désodorisées) destinées à l'alimentation, à la carburation, à la lubrification ou à tous autres usages, sont soumises aux formalités ci-après :

ART. 2. — Aucune quantité d'huile ne peut sortir des usines ou autres lieux de fabrication pour un usage ou une destination quelconque sans une autorisation accordée par le gouverneur ou chef de territoire dans les limites d'un contingent fixé annuellement par décision du gouverneur général en ce qui concerne les huiles de bouche et, pour les huiles à usage industriel dans les conditions fixées par les textes qui régissent la répartition des produits industriels.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 6 mars 1943.

P. BOISSON.

Maïs.

1155 S. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de France au Togo, du 20 mars 1943, sont soumis aux opérations de péréquation les lots de maïs du Togo et du Dahomey, reçus par la compagnie F.A.O., au titre du G.A.M.A.CAF.

Premier lot : 1.682 t. 185, arrivées à Dakar par s/s « Arizona », « Belle-Isle » et « Lipari », les 16 et 17 septembre et 15 octobre 1942;

Deuxième lot : 3.223 t. 756, arrivées à Dakar par s/s « Grand-Quévilly », le 15 novembre 1942;

Troisième lot : 3.123 t. 398, arrivées à Dakar par s/s « Mont-Viso », le 15 décembre 1942;

Quatrième lot : 1.119 t. 773, arrivées à Dakar par s/s « Gabon » du 25 décembre 1942.

La caisse locale versera :

Si la vente a lieu en gros et demi-gros, par tonne :

a) du lot n° 1 : 285 frs., 50, différence entre le prix de vente autorisé à 2,785 frs., 50 et le prix de péréquation fixé à 2,500 francs;

b) du lot n° 2 : 287 frs., 90, différence entre le prix de vente autorisé à 2,737 frs., 90 et le prix de péréquation fixé à 2,500 francs;

c) du lot n° 3 : 223 frs., 45, différence entre le prix de vente autorisé à 2,723 frs., 45 et le prix de péréquation fixé à 2,500 francs;

d) du lot n° 4 : 222 frs., 55, différence entre le prix de vente autorisé à 2,722 frs., 55 et le prix de péréquation fixé à 2,500 francs.

Si la vente a lieu au détail, par kilogramme :

1^o — du lot n° 1 : 0 fr., 41, différence entre le prix de vente autorisé à 2 frs., 91 et le prix de péréquation fixé à 2 frs., 50;

2^o — du lot n° 2 : 0 fr., 36, différence entre le prix de vente autorisé à 2 frs., 86 et le prix de péréquation fixé à 2 frs., 50;

3^o — du lot n° 3 : 0 fr., 35, différence entre le prix de vente autorisé à 2 frs., 85 et le prix de péréquation fixé à 2 frs., 50;

4^o — du lot n° 4 : 0 fr., 35, différence entre le prix de vente autorisé à 2 frs., 85 et le prix de péréquation fixé à 2 frs., 50.

Produits d'exportation

Campagne 1943

ARRETE N° 1192 s. E. du 23 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu les arrêtés nos 400, 402, 428, 477 s. E. des 1^{er}, 3 et 8 février, les arrêtés nos 889, 920 s. E. des 1^{er} et 3 mars 1943, fixant les prix nu-basculé, loco-magasin et FOB des produits d'exportation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés visés ci-dessus, déterminant les prix nu-basculé, loco-magasin et F.O.B. des cotons égrenés de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey; des gommés arabiques du Sénégal, de la Mauritanie et du Soudan; des amandes de karité, du beurre de karité, du coprah, de l'huile de palme, des palmistes du Soudan, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey, de la Guinée et du Sénégal; des arachides décortiquées, des graines de ricin, de sésame de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey, du Sénégal et du Soudan; du kapock égrené du Soudan, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey; du tapioca, du miel, des cotons, de la gomme copal de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey, du Soudan, de la Casamance et de la Guinée; des cafés de la Côte d'Ivoire, de la Guinée française, du Togo et du Dahomey, sont abrogés.

ART. 2. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé, loco-magasin et F.O.B., à la tonne, des produits de la campagne 1943 ci-dessous dénommés :

PRODUITS	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
<i>4^o — Tapioca (en sacs)</i>			
b) — Togo	2.720	3.684	4.243
<i>5^o — Amandes de Karité (Exportation en vrac)</i>			
c) — Togo (Lomé)	2.200	2.735	3.360
<i>6^o — Beurre de Karité fondu (En fûts à rendre)</i>			
c) — Togo (Lomé)	5.250	6.576	7.984
<i>7^o — Coprah (En vrac)</i>			
c) — Togo	3.550	4.177	5.091
<i>9^o — Graines de ricin (En sacs)</i>			
d) — Togo (Lomé)	3.600	4.661	5.677
<i>10^o — Palmistes (En vrac)</i>			
d) — Togo	1.800	2.180	2.784
<i>11^o — Huile de palme (En fûts à rendre)</i>			
a) — Togo	3.200	4.137	5.178
<i>12^o — Huile de palme (Expédition en vrac)</i>			
a) — Togo	3.200	3.809	4.845
<i>13^o — Arachides décortiquées (Expédition en vrac)</i>			
f) — Togo (Lomé)	2.650	3.184	3.923
<i>14^o — Kapock égrené (Emballé)</i>			
c) — Togo (Lomé)			
qualité supéri. blanc	10.546	11.796	14.374
qualité moyenne gris	9.338	10.449	12.745
<i>15^o — Coton égrené (Emballé)</i>			
b) — Togo (Lomé)			
Budi amélioré	18.353	19.860	24.054
Sea Island et regnon amélioré	17.097	18.568	22.544
Sea Island ordinaire ou indigène	15.528	16.871	20.493
Djougou ordinaire ou indigène	16.653	18.029	21.850

PRODUITS	PRIX au-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
18° — Cafés			
b) — Togo (Lomé)			
1° Arabica :			
qualité courante	14.676	16.485	20.259
qualité supérieure	16.231	18.196	22.053
qualité choix	18.231	20.498	24.523
qualité limite ou secondaire	12.876	14.422	18.036
2° Robusta, Kouillou, petit Indénie :			
qualité courante	11.328	12.749	16.302
qualité supérieure	12.528	14.079	17.704
qualité limite ou secondaire	9.528	10.777	14.240
19° — Caoutchouc			
c) — Togo (Lomé)	16.400	19.183	25.282

ART. 3. — Les prix loco-magasin et F.O.B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté. Toute augmentation ou diminution de ces taxes ou droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F.O.B. inscrites à l'article 2 de façon que les valeurs nu-basculé ne soient en aucun cas modifiées.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le chef du territoire du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 23 mars 1943.
P. BOISSON.

Officier des douanes

1252 S. E. — Par décision du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 28 mars 1943, la compétence de M. Mathieu Nivaggioli, capitaine de 2^e classe du cadre commun supérieur des douanes de l'Afrique occidentale française, qui exerce actuellement ses fonctions d'officier au Dahomey, s'étendra sur le territoire du Togo à compter du jour de la signature de la présente décision.

Régime des prix

1293 S. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 29 mars 1943, pris en commission permanente du conseil de Gouvernement, sont abrogées les délégations de pouvoirs données aux gouverneurs des colonies de l'Afrique occidentale française, au commissaire de France au Togo, au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, par arrêtés nos 2884 D. N. du 15 septembre 1939, 1305 S. E. du 19 juin 1940 et 2416 S. E. du 13 juillet 1942, en ce qui concerne la circulation, la détention, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires, ainsi qu'en ce qui concerne la déclaration des stocks.

ARRETE N° 1294 S. E. du 29 mars 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES, COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi n° 379 du 14 mars 1942, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires, ainsi que la réglementation des prix;

Vu l'arrêté général n° 4710 S. E. du 31 décembre 1942, modifiant la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les délégations autorisées par l'article premier de la loi n° 379 du 14 mars 1942, modifiée par l'arrêté général n° 4710 S. E. du 31 décembre 1942, sont données aux gouverneurs des colonies de l'Afrique occidentale française, au commissaire de France au Togo et au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, en ce qui concerne la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 mars 1943,
P. BOISSON.

Inspection générale du travail de l'A.O.F. et du Togo

ARRETE N° 1349 A. P. du 4 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F., HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO, COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat en Afrique française;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943, portant répartition des attributions entre le commandant en chef français, civil et militaire et les autorités locales;

Vu le décret du 22 juin 1933, complétant le décret du 4 décembre 1920, modifié par le décret du 30 mars 1925, fixant la composition du conseil de Gouvernement de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général du 20 janvier 1932, créant une inspection du travail et de la main-d'œuvre indigène en Afrique occidentale française, modifié par l'arrêté général du 4 novembre 1938;

Vu l'arrêté général du 11 août 1942, organisant la direction générale des affaires politiques, administratives et sociales;

Sous réserve de ratification en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une inspection générale du travail du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 2. — L'inspecteur général du travail est placé sous l'autorité immédiate du gouverneur général.

Ce fonctionnaire, dont les attributions sont essentiellement mobiles, réside au chef-lieu du Gouvernement général pour la préparation de ses tournées et la mise au point de ses rapports et de ses études.

ART. 3. — Ses missions ont pour objet essentiel de s'assurer de l'application des lois et des règlements en matière de travail, de main-d'œuvre et de prévoyance sociale et de vérifier la bonne exécution des instructions et des directives afférentes émanant de l'autorité supérieure.

Il procède à l'inspection et au contrôle des services et des entreprises de toute nature assujettis à la réglementation du travail ainsi qu'à toutes enquêtes nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Il renseigne le gouverneur général sur le fonctionnement et l'activité des inspections locales du travail.

Il peut être chargé, en outre, par le gouverneur général, de l'étude sur place des questions relatives au travail et reçoit à cet effet une lettre de service l'accréditant auprès des gouverneurs intéressés.

Les rapports de vérification et les résultats des études auxquelles il peut procéder sont transmis simultanément au gouverneur général et aux gouverneurs intéressés. L'exemplaire adressé au gouverneur général est complété éventuellement par les réponses des agents vérifiés et mentionne les observations des chefs de colonie.

ART. 4. — L'inspecteur général du travail est habilité à constater et à poursuivre toutes infractions aux dispositions concernant la réglementation du travail; à cet effet, il prête serment, si besoin est, devant le tribunal de première instance de Dakar.

ART. 5. — La direction générale des affaires politiques, administratives et sociales continue à exercer, en matière de travail et de prévoyance sociale, les attributions qui lui ont été conférées par l'arrêté général du 11 août 1942.

ART. 6. — L'arrêté général du 20 janvier 1932 est abrogé, sauf en ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 3, relatif aux inspections locales du travail.

ART. 7. — Le secrétaire général du Gouvernement général, l'inspecteur général du travail, les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 4 avril 1943.

P. BOISSON.

Groupements professionnels coloniaux

ARRETE N° 1376 s. E. du 6 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous les actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation professionnelle aux colonies et les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 395 s. E. du 30 janvier 1943, créant un comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française, notamment en son article 8;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En exécution des textes susvisés, les attributions du comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo sont fixées comme suit :

a) Sous la responsabilité de son président, il contrôle et coordonne l'activité des six groupements professionnels de l'Afrique occidentale française;

b) Il apporte sa collaboration au gouverneur général, dans les cas prévus par les textes organiques, notamment par l'article 5 de l'arrêté n° 395 s. E. du 30 janvier 1943.

ART. 2. — Le comité central est réuni par son président au moins une fois par mois pour connaître l'activité générale des groupements professionnels; il délibère sur les questions d'intérêt commun qui ont trait à leur gestion et à leurs programmes ainsi que sur les propositions qu'il entre dans ses attributions de soumettre au gouverneur général.

Le président peut se faire représenter par l'un des vice-présidents.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le président sur proposition des vice-présidents, des présidents de groupement et du secrétaire général.

Les éléments généraux d'informations utiles à l'examen des questions soumises, au comité central doivent parvenir aux membres du comité ainsi qu'au secrétaire général, au moins deux jours francs avant la réunion.

ART. 3. — Le commissaire du Gouvernement, qui peut se faire représenter par un commissaire-adjoint, assiste de droit aux séances du comité central et aux réunions des groupements professionnels.

ART. 4. — Le comité central peut charger des commissions constituées dans son sein pour un objet défini et pour un temps déterminé de l'étude et de la mise au point des questions dont il est saisi.

Ces commissions peuvent appeler en consultation des experts étrangers au comité central.

Elles n'ont aucun pouvoir de décision, leur rôle étant de faciliter l'examen des questions intéressant plusieurs groupements ou l'ensemble des groupements en vue des délibérations du comité central.

ART. 5. — Le président du comité central prend les mesures que commande l'exécution des décisions du comité central et du gouverneur général.

Le président du comité central peut désigner dans chaque colonie ou groupe de colonies un représentant susceptible d'être chargé de mission auprès des échelons régionaux des divers groupements dans le ou les territoires considérés.

Pour mettre le comité central en mesure d'exercer ses fonctions de contrôle et de coordination, le président a le droit d'assister à toutes les réunions des groupements et éventuellement à celles des sections, ainsi que des comités interprofessionnels. Il peut se faire représenter par un vice-président.

Les procès-verbaux des réunions de groupement, de section, de comité interprofessionnel sont adressés au secrétaire général du comité central dix jours francs au maximum après la séance.

Les présidents de groupement sont tenus d'informer régulièrement le comité central de l'activité de l'organisme dont ils sont responsables.

ART. 6. — Les vice-présidents peuvent être chargés par le président du comité central d'agir, sur sa délégation, et d'accomplir des missions d'études ou de représentation.

ART. 7. — Dans le cas où le remplacement en cours de mandat d'un président de groupement, de section ou de sous-section deviendrait nécessaire, le président du comité central soumet au gouverneur général les propositions utiles en vue de la nomination d'un successeur.

Pour les postes de président de section ou de sous-section il reçoit les propositions du président de groupement intéressé.

ART. 8. — Le comité central est obligatoirement saisi de toutes questions d'ordre général susceptibles d'intéresser plusieurs groupements. Il apprécie s'il doit les évoquer ou les faire régler sous son contrôle par les groupements intéressés.

Lorsque des questions, bien que rentrant dans la compétence professionnelle d'un seul groupement, intéressent l'économie d'ensemble de l'Afrique occidentale française, le président du groupement les soumet au comité central avec les solutions préconisées.

Lorsqu'il agit dans le cadre des activités qui lui sont propres, telles qu'elles sont définies notamment par l'article 5 de l'arrêté du 30 janvier 1943, le comité central suit directement les conclusions de ses travaux tant auprès du Gouvernement général que des organismes ou services intéressés.

ART. 9. — Le comité central est saisi par les présidents de groupements des propositions relatives aux demandes d'admission présentées par les particuliers ou les entreprises projetant l'installation d'une activité nouvelle en Afrique occidentale française ou au Togo; après examen de ces propositions, dans le cadre de l'économie générale de ces territoires, il les transmet au gouverneur général en les accompagnant de son avis motivé.

ART. 10. — Les divergences de vue qui peuvent se présenter entre deux ou plusieurs groupements sont portées devant le président du comité central; si elles ne peuvent être conciliées par lui, elles sont soumises à l'arbitrage du commissaire du Gouvernement par le président du comité central avec son avis motivé.

ART. 11. — Le comité central décide des missions à effectuer pour son compte; il donne délégation à son président pour autoriser de telles missions en cas d'urgence, et sous réserve de ratification à la plus prochaine séance.

Ces missions font l'objet d'un compte rendu adressé au président, et, s'il y a lieu, d'une communication à l'une des séances du comité central.

ART. 12. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo et chacun des groupements professionnels sont dotés de la personnalité civile.

Ils sont représentés en justice et dans tous les actes de la vie civile, notamment en ce qui concerne toutes opérations financières et en particulier bancaires, par leur président responsable qui peut déléguer à tel mandataire de son choix tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

ART. 13. — Dans la préparation des travaux du comité central et dans l'exécution de ses décisions, le président est assisté par un secrétaire général nommé par lui.

Le secrétaire général assiste aux réunions du comité central, des groupements et de leurs subdivisions; il peut être chargé de mission par le président; il dirige le personnel du comité central et propose les nominations, les licenciements, ainsi que les taux de rémunération de ce personnel; il assure la centralisation des écritures comptables.

ART. 14. — *Dispositions financières.* — Il est établi un budget unique comportant toutes les recettes et les

dépenses du comité central et de l'ensemble de l'organisation professionnelle. Ce budget est soumis à l'approbation du commissaire du Gouvernement.

Il comporte les divisions utiles suivant le cadre de l'organisation professionnelle: Comité central, organisation centrale des groupements, échelons régionaux ou spécialisés. Les organismes spécialisés, instituts de recherches, etc.... font l'objet de budgets annexes. Le projet de budget de chaque groupement est soumis à l'examen du commissaire-adjoint du Gouvernement compétent.

Ordonnateur. — Le président du comité central est ordonnateur du budget et de ses annexes. Il peut déléguer cette fonction:

Au secrétaire général du comité central,

Aux présidents de groupement avec faculté pour eux de sous-déléguer aux représentants des échelons régionaux ou spécialisés pour ce qui concerne les recettes et les dépenses de leur organisme.

Recettes. — Le comité central fixe, dans les conditions prévues par les textes organiques, l'assiette et les modalités de recouvrement des cotisations versées par les ressortissants.

Les cotisations et redevances sont perçues par les représentants des groupements habilités à cet effet par le président du comité central. Elles sont versées aux comptes désignés par le président du comité central et reçoivent les emplois précisés par lui.

Dépenses. — Les dépenses du comité central et des organismes centraux des groupements sont ordonnancées à Dakar par le président du comité central ou les ordonnateurs délégués par lui.

Dans les limites des autorisations notifiées par le président du comité central, les dépenses des échelons locaux ou spécialisés sont réglées par les ordonnateurs ou sous-ordonnateurs délégués à cet effet.

Contrôle de l'exécution du budget. — Au moins tous les trois mois les ordonnateurs délégués adressent au président du comité central un état des recettes et des dépenses effectuées, accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Compte annuel. — Dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice l'ordonnateur établit le compte annuel des recettes et des dépenses. Ce compte, visé par le commissaire du Gouvernement, est soumis à l'approbation du gouverneur général.

Fonds de réserve. — Les excédents de recettes constatés à la clôture de chaque exercice sont versés à un fonds de réserve. Ce fonds sera employé dans les conditions qui seront ultérieurement précisées par un arrêté du gouverneur général, pris sur la proposition du comité central.

ART. 15. — Conformément à l'article 8 de l'arrêté du 30 janvier 1943, sur la proposition des présidents de groupement, le comité central règle, en accord avec le commissaire du Gouvernement, les conditions de fonctionnement de chaque groupement qui font l'objet d'arrêtés soumis à la signature du gouverneur général.

ART. 16. — Le président et les vice-présidents du comité central, le secrétaire général du comité central, les membres des commissions consultatives, tous les collaborateurs des services du comité central sont tenus au secret professionnel, sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

ART. 17. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commis-

saire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 6 avril 1943.

P. BOISSON.

ARRETE N° 1377 S. E. du 6 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant organisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation professionnelle aux colonies et les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 395 S. E. du 30 janvier 1943, créant un comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française notamment en son article 8;

Sur la proposition du comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions de fonctionnement des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo sont réglées comme suit :

CHAPITRE PREMIER

RESSORTISSANTS

a) Groupement des productions agricoles et forestières

ART. 2. — Sont considérés comme producteurs ressortissants du groupement de la production agricole et forestière, à l'exception des exploitations familiales et artisanales, toutes personnes ou entreprises dont l'activité totale ou partielle en Afrique occidentale française et dans le territoire du Togo s'applique à la culture et à la récolte des produits agricoles, à la pêche, à l'exploitation des forêts, y compris la mise en état de présentation ou conditionnement de ces produits, ou à leur vente, même si ces opérations entraînent l'emploi de moyens mécaniques, mais à l'exclusion de toute opération modifiant la structure ou le caractère d'origine du produit.

b) Groupement des productions industrielles

ART. 3. — Sont considérés comme ressortissants du groupement professionnel des productions industrielles toutes personnes ou entreprises autres que familiales ou artisanales exerçant en Afrique occidentale française ou au Togo, totalement ou partiellement, une activité industrielle. Toute entreprise dont l'installation en Afrique occidentale française ou au Togo est postérieure à la promulgation du décret du 29 juin 1942 ne peut être admise si elle ne justifie d'une autorisation de création du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

c) Groupement des productions minières

ART. 4. — Sont considérés comme ressortissants du groupement professionnel des productions minières de l'Afrique occidentale française et du territoire du Togo toutes personnes ou entreprises autres que familiales ou artisanales dont l'activité en Afrique occidentale française et au Togo s'applique partiellement ou totalement à une activité minière.

d) Groupement du commerce colonial

ART. 5. — Tout commerçant ou société commerciale dont l'activité principale s'exerce actuellement dans les territoires de l'Afrique occidentale française, et le territoire du Togo, à l'exclusion des entreprises familiales et artisanales, inscrit au registre du commerce de la colonie, doit adhérer au groupement du commerce colonial de l'Afrique occidentale française.

§ 1^{er}. a) Est classée « importateur » toute entreprise établie à la colonie qui retire en son nom une marchandise de la douane dans le but de faire acte de commerce.

Les industriels, les commissionnaires, les transitaires et les banques expédiant des marchandises de l'origine à la colonie ou recevant des marchandises en consignation à destination de commerçants ou entreprises industrielles ou agricoles établis à la colonie, ne peuvent en aucun cas être admis comme importateurs.

Toutes les entreprises et notamment les producteurs agricoles, industriels ou miniers, peuvent importer les matières premières et produits manufacturés destinés à leurs propres besoins en qualité d'utilisateurs finals à l'exclusion de tout article destiné à la revente.

b) Est classée « exportateur » toute entreprise établie à la colonie qui exporte en son nom des produits naturels ou manufacturés dans le but de faire acte de commerce.

Les négociants non établis à la colonie et achetant des produits bruts, naturels ou manufacturés à des commerçants établis à la colonie, les transitaires et les banques ne peuvent en aucun cas être admis comme exportateurs au groupement du commerce.

c) Est classé dans la catégorie « commerce local » le commerçant ou la société commerciale qui n'est ni « importateur » ni « exportateur » aux termes des alinéas a) et b) du présent paragraphe.

§ 2. Outre les commerçants ou sociétés commerciales définis au paragraphe premier, les entreprises coloniales de production qui assurent elles-mêmes la distribution de leurs produits ont la faculté, à titre individuel, et sans engagement de la section dont elles dépendent, de se faire inscrire ou représenter au groupement du commerce en qualité de « producteurs » « importateurs » ou « exportateurs » pour la partie de leur activité qui comporte des opérations de même nature que celles qu'accomplissent les entreprises commerciales.

§ 3. Sont ressortissants de droit au groupement du commerce :

a) Catégorie A « importateur » ou B « exportateur », les commerçants ayant effectivement importé ou exporté, et payé la patente d'importateur ou d'exportateur entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940, organisant les groupements professionnels aux colonies;

b) Catégorie C « commerce local », les commerçants non susceptibles d'être classés dans les catégories A et B et ayant payé la patente entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940.

§ 4. Tout commerçant admis au groupement du commerce dans une colonie doit déposer chez le délégué permanent du groupement du commerce dans cette colonie une copie de son inscription au registre de commerce. Il sera tenu, par la suite, d'aviser le délégué permanent du groupement de la colonie, de toutes modifications intéressant cette inscription.

§ 5. Quand un ressortissant du groupement du commerce cède son fonds de commerce dans une colonie,

son ou ses successeurs ne sont pas admis de droit comme ressortissants du groupement du commerce dans cette colonie. Ils sont astreints aux formalités prévues à l'article 8 « admissions nouvelles ».

Tout commerçant qui cesse d'être inscrit au registre du commerce dans la colonie, en vertu des dispositions prévues par les lois et décrets, ou arrêtés promulgués à ce sujet dans les colonies, est radié du groupement du commerce.

e) Groupement des transports

ART. 6. — § 1^{er}. Sont tenus d'adhérer au groupement des transports toutes personnes physiques ou morales, ou tous services publics quel que soit le lieu de leur siège social, soit consacrant en faveur des tiers, totalement ou partiellement, régulièrement ou occasionnellement, leur activité au transport des personnes ou des marchandises dans les colonies de l'Afrique occidentale française et le territoire du Togo, entre ces territoires, et entre ces territoires, l'Afrique du Nord et tous autres pays; soit se livrant en Afrique occidentale française ou au Togo à des opérations se rattachant aux transports.

§ 2. Sont ressortissants de droit du groupement des transports les entreprises définies ci-dessus, s'étant livrées aux activités visées au paragraphe premier et ayant payé la patente entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940, organisant les groupements professionnels coloniaux.

f) Groupement du crédit

ART. 7. — Doivent adhérer au groupement professionnel du crédit de l'Afrique occidentale française et du Togo :

I. — La banque d'émission de l'Afrique occidentale française.

II. — Les banques qui exercent totalement ou partiellement leur activité en Afrique occidentale française quel que soit le lieu de leur siège social.

Par banques on entend les établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôts ou autrement des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte ou en opération de crédit, en opérations d'escompte ou en opérations financières.

III. — Les sociétés financières c'est-à-dire les établissements qui font profession habituelle d'employer à des investissements, des ouvertures de crédit ou des opérations financières, leurs capitaux et ceux qui leur sont confiés, sans recevoir de dépôts du public et sans faire d'escomptes proprement dits.

IV. — Les institutions privilégiées de crédit.

V. — Les compagnies d'assurances, de réassurances, de capitalisation et d'épargne qui exercent leur activité par agences, sous-agences ou courtiers installés en Afrique occidentale française ceci, quel que soit le lieu du siège social des dites compagnies.

g) Admissions nouvelles

ART. 8. — Toute entreprise qui demande son adhésion à un groupement en raison de l'installation d'une activité nouvelle en Afrique occidentale française ou au Togo doit adresser une demande au président du groupement qui, après consultation du président de section et du délégué permanent intéressés, présente au comité central ses propositions. Le comité central transmet ces propositions au gouverneur général, en les accompagnant de son avis motivé.

Les demandes d'admission seront notamment appuyées de la documentation suivante :

Nom du ou des dirigeants responsables;

Indication du siège social, éventuellement, composition du conseil d'administration et exemplaires des statuts;

Caractéristiques et importance de l'activité projetée;

Motifs de la demande et références nécessaires à l'examen de la candidature.

CHAPITRE II

ARTICULATION DES GROUPEMENTS

ART. 9. — Les groupements professionnels sont divisés en sections et sous-sections.

Les sections et sous-sections sont créées par décision du comité central prise sur la proposition du président du groupement intéressé.

Il est créé autant de sections et sous-sections qu'il est nécessaire pour répondre :

Soit aux besoins de l'activité professionnelle particulière à un produit ou à une classe de produits;

Soit aux aires géographiques distinctes dont ces produits sont originaires;

Soit aux catégories d'activités ressortissant à un groupement.

ART. 10. — L'immatriculation aux sections créées dans les conditions de l'article 9 est obligatoire pour toutes les entreprises définies au chapitre premier du présent arrêté comme ressortissant à un groupement professionnel déterminé, même si elles sont déjà immatriculées à d'autres groupements pour une partie de leur activité.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DES GROUPEMENTS

ART. 11. — Les groupements professionnels sont administrés par un président auprès duquel sont placés un ou plusieurs vice-présidents et un bureau consultatif.

Le ou les vice-présidents sont nommés par arrêté du gouverneur général, sur propositions du président du groupement agréées par le comité central.

Les membres du bureau consultatif sont nommés par le comité central sur proposition du président du groupement. Le bureau consultatif peut comporter, outre les vice-présidents du groupement et les présidents de sections, des personnalités choisies par le président du groupement en raison de leur compétence particulière sur des problèmes déterminés.

Le président, le ou les vice-présidents du groupement peuvent être chargés de la présidence d'une section.

Le président du groupement peut déléguer à ses vice-présidents une partie de ses pouvoirs. En cas d'absence ou d'empêchement il charge l'un d'eux de le représenter.

Le président du groupement peut également se faire assister d'un adjoint qui pourra être choisi en dehors des présidents de sections ou des membres du bureau consultatif ou du groupement; il pourra lui déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'approbation du président du comité central.

Le commissaire-adjoint du Gouvernement auprès du groupement sera averti de toutes réunions du bureau consultatif du groupement auxquelles il assistera de droit.

Le secrétaire général du groupement assiste le président dans la préparation des travaux du groupement et dans l'exécution de ses décisions. Il assiste à toutes les réunions du groupement, des sections et des sous-sections.

ART. 12. — Le président du groupement des transports réunit au moins une fois par mois, en « comité de coordination », les présidents de sections en vue d'examiner les questions générales de liaison entre les différents modes de transports de l'Afrique occidentale française et du Togo, de faire à ce sujet, aux administrations compétentes, toutes propositions opportunes, de donner aux membres des sections les directives utiles et d'en suivre l'application.

Attributions du président de groupement

ART. 13. — Le président de groupement professionnel, responsable vis-à-vis du comité central, assure l'exécution des décisions de ce comité pour ce qui a trait aux activités dépendant de son groupement dans les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo. Il reçoit à cet effet une délégation de pouvoirs du comité central.

Il est chargé de la direction d'ensemble du groupement et du contrôle général de son activité, notamment au point de vue technique, économique et social.

Il propose au comité central les prix des produits et services pour les activités dépendant de son groupement.

Il propose au comité central le règlement des questions qui touchent à la discipline du groupement et à l'honneur des diverses professions qu'il rassemble, éventuellement l'application des sanctions prévues à l'article 20 du présent arrêté.

Il prend les mesures que commande l'organisation professionnelle à l'intérieur du groupement et arbitre les différends éventuels entre les présidents responsables des sections.

Il représente les activités dépendant de son groupement dans leurs rapports avec tous les organismes publics ou privés, français ou étrangers, notamment avec les groupements similaires.

Il est tenu, dans ce cas, d'informer de toutes ses démarches le commissaire-adjoint du Gouvernement et d'en rendre compte au comité central.

Il représente le groupement en justice et dans tous les actes de la vie civile, notamment en ce qui concerne toutes opérations financières, et en particulier toutes opérations de banque. Il peut déléguer à tel mandataire de son choix tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

Il convoque quand il le juge nécessaire, ensemble ou séparément, les membres du bureau consultatif.

Il peut également, en vue d'une consultation, réunir tous les membres des groupements intéressés à une question particulière.

Il peut exiger de toutes les entreprises les documents nécessaires à son information.

Il effectue ou fait effectuer toutes enquêtes et tous contrôles qu'il juge indispensables à l'exécution de sa mission.

Il peut, pour certains objets définis et pour une durée limitée, faire détacher auprès de lui, par les sections dépendant du groupement, des collaborateurs d'entreprises dont la compétence lui serait nécessaire.

Il peut déléguer à des présidents de sections, au cas et dans la mesure où il le juge utile, une partie des pouvoirs qui lui ont été remis par le comité central.

Les décisions du président de groupement sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le commissaire-adjoint du Gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif.

Attributions des délégués permanents

ART. 14. — Le président du groupement peut désigner dans chaque colonie un délégué permanent, et éventuellement un délégué permanent adjoint, agréés par le chef de la colonie.

Cette décision est soumise à l'agrément du comité central.

Le délégué permanent est responsable de la bonne marche du groupement dans la colonie pour laquelle il a été désigné.

Il représente le président du groupement auprès du chef de colonie.

Il coordonne l'activité des sections et sous-sections locales, notamment au moyen de réunions périodiques. Il veille à l'exécution de toutes mesures d'organisation professionnelle.

Il représente le groupement dans ses rapports avec les organismes publics ou privés, français ou étrangers, notamment avec les représentants de la colonie des autres groupements professionnels.

Dans la colonie pour laquelle il a été désigné, il concilie les divergences éventuelles de vues entre les présidents des sections et sous-sections locales; s'il ne peut y parvenir, il soumet les différends, avec son avis motivé, à l'arbitrage du président de groupement.

Il contrôle l'activité des sections et sous-sections locales, notamment au point de vue technique, économique et social.

Il effectue ou fait effectuer toutes enquêtes et tous contrôles qu'il juge indispensables à l'exécution de sa mission.

Il peut, notamment, exiger des ressortissants du groupement par l'intermédiaire des présidents de sections et sous-sections ou directement en les tenant informés, les documents nécessaires à son information et à l'exécution de sa mission.

Il assure l'exécution des décisions du comité central ou du président de groupement pour tout ce qui se rapporte à l'activité commerciale dans le ou les territoires pour lesquels il a été désigné.

Il peut, en vue d'une consultation, réunir les membres de l'organisation locale intéressés à une question particulière.

Il suit toutes questions de répartition dans les conditions définies d'accord avec l'administration.

Il suit le prix des produits et des services, et fait, s'il y a lieu, à ce sujet, toutes propositions utiles au président de groupement.

Il veille à la rentrée des cotisations destinées à couvrir les dépenses de l'organisation professionnelle.

Il rend compte au président du groupement de toutes mesures prises par lui dans le cadre des délégations de pouvoirs qui lui sont faites.

Un commissaire pourvu d'un droit de veto suspensif est désigné par le chef de la colonie, pour connaître les décisions du délégué permanent. Ces décisions sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le commissaire du Gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif.

Celui-ci ne s'exerce pas toutefois à l'égard des mesures prises par le délégué permanent en exécution des décisions du comité central.

CHAPITRE IV

ORGANISATION DES SECTIONS ET SOUS-SECTIONS

ART. 15. — *Attributions des présidents de sections.* — Les sections sont dirigées par un président assisté d'un ou plusieurs vice-présidents et d'un bureau consultatif.

Les présidents et vice-présidents de sections sont nommés par le gouverneur général, sur proposition du comité central.

Les membres des bureaux consultatifs sont désignés par le président du groupement sur proposition du président de section.

Le président de section, responsable vis-à-vis du président du groupement, est chargé de la direction de la section au point de vue technique, économique et social.

Il propose au président de groupement le règlement des questions touchant à la discipline de la section.

Il convoque quand il le juge nécessaire, ensemble ou séparément, les membres du bureau consultatif.

Il peut également, en vue d'une consultation, réunir tous membres de la section intéressés à une question particulière.

Il réunit en assemblée plénière, au moins une fois par trimestre, les ressortissants de sa section.

Il peut exiger de tout ressortissant de sa section les documents nécessaires à son information.

Il effectue ou fait effectuer toutes enquêtes et tous contrôles qu'il juge nécessaires à l'exécution de sa mission.

Il rend compte, sans délai, au président du groupement, des mesures prises par lui en application des pouvoirs qui lui ont été délégués.

Il doit d'ailleurs prendre obligatoirement l'accord préalable du président du groupement pour toutes décisions susceptibles d'avoir des répercussions sur l'activité des autres sections du groupement et des autres groupements.

ART. 16. — Attributions des présidents de sous-sections. — Les présidents de sections peuvent, avec l'approbation du président de groupement, déléguer aux présidents de sous-sections certains pouvoirs qui leur ont été conférés.

Les présidents de sous-sections peuvent, avec l'approbation des présidents de sections, désigner dans certains centres des correspondants chargés de les représenter.

Les pouvoirs et les attributions de ces correspondants sont fixés par les présidents de sections sur proposition des présidents de sous-sections.

CHAPITRE V

PERSONNEL

ART. 17. — Les présidents de groupement, de sections, de sous-sections et les délégués permanents disposeront d'un personnel d'exécution dont les conditions d'engagement seront déterminées par le comité central.

Dans les limites des crédits qui leur seront attribués par le comité central, ils nommeront et licencieront ce personnel et fixeront les taux des gratifications annuelles.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINANCIÈRES - BUDGET

ART. 18. — Dans le cadre des dispositions arrêtées par le comité central le président du groupement établit un projet de budget comprenant l'ensemble des recettes et des dépenses du groupement, y compris les échelons régionaux ou spécialisés. Après examen par le commissaire-adjoint du Gouvernement auprès du groupement, ce projet est adressé au président du comité central.

Recettes. — Les représentants du groupement habilités à cet effet par le président du comité central perçoivent les cotisations et redevances dans les conditions et suivant les taux fixés par le comité central conformément aux textes organiques.

Ils emploient les sommes encaissées dans les conditions qui leur sont notifiées par l'ordonnateur.

Dépenses. — Le président du groupement ainsi que les ordonnateurs ou sous-ordonnateurs, dans le cadre des délégations reçues par le président du comité central, ordonnent les dépenses des organismes centraux ainsi que des échelons régionaux ou spécialisés du groupement.

Périodiquement, dans les conditions qui lui sont indiquées, le président du groupement adresse au président du comité central un état des recettes et des dépenses effectuées, accompagné des pièces justificatives.

CHAPITRE VII

LIAISONS

ART. 19. — Les liaisons et transmissions s'établissent comme suit :

a) Entre le président du groupement et les délégués permanents ainsi qu'avec les présidents de sections, pour toutes les questions de coordination d'autorité et pour toutes les décisions intéressant les activités dépendant du groupement;

b) Entre les délégués permanents et les présidents de sections et sous-sections pour toutes les questions concernant les branches d'activités spéciales aux dites sous-sections.

Copie de cette correspondance sera adressée au président du groupement.

CHAPITRE VIII

SANCTIONS

ART. 20. — Des sanctions sont susceptibles d'être appliquées, au titre des groupements professionnels, en exécution de l'article 9 de la loi du 6 décembre 1940.

Pourront tomber sous le coup de ces sanctions les fautes contre l'honneur et la probité professionnels, les infractions aux directives des groupements en ce qui concerne la constance, la qualité des services, la réglementation de la concurrence et en général la discipline professionnelle.

ART. 21. — Les présidents de groupement, les vice-présidents, les membres des bureaux consultatifs, les secrétaires généraux, les délégués permanents, les présidents de sections et sous-sections, les correspondants et tous les collaborateurs des services des groupements sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

ART. 22. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 6 avril 1943.

P. BOISSON.

Assemblée locales élues

ARRETE N° 1439 A. P. du 9 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 4 décembre 1920, portant réorganisation des communes-mixtes en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 6 octobre 1929, organisant le régime des communes-mixtes dans le territoire sous mandat du Togo;

Vu l'arrêté général du 27 novembre 1929, relatif à l'organisation et au fonctionnement des communes-mixtes en Afrique occidentale française, ensemble les modificatifs subséquents;

Vu les arrêtés généraux des 30 décembre 1921, 5 décembre 1925, 23 octobre 1939, élevant au 2^e degré diverses communes-mixtes de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 septembre 1939 et l'arrêté général du 30 janvier 1940, relatifs à la suspension des élections et de la révision des listes électorales;

Vu l'arrêté général du 18 août 1941, modifiant temporairement le régime des communes-mixtes;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943, stipulant:
« Les assemblées élues locales qui étaient instituées à la date du 22 juin 1940 dans les territoires de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée cessent d'être suspendues et fonctionneront « suivant les lois et règlements en vigueur le 22 juin 1940 ».

« Les gouverneurs généraux et résidents généraux sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance ».

« Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées »;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les pouvoirs des commissions municipales des communes-mixtes de Conakry, Kaolack et Ziguinchor, qui ont été constituées en application de l'arrêté général du 15 janvier 1942 portant modification de l'arrêté général du 27 novembre 1929, expireront à la réinstallation des commissions municipales élues, qui fonctionnaient au 22 juin 1940 dans les dites communes-mixtes.

ART. 2. — Il devra être procédé à cette réinstallation dans le délai d'un mois à partir de la publication du présent arrêté.

ART. 3. — a) Cessent d'être en vigueur :

1^o — les dispositions du décret du 11 décembre 1940, relatif à la démission d'office des membres des assemblées élues non visées par la loi du 8 décembre 1940.

2^o — les dispositions du décret du 25 septembre 1941, qui a modifié les décrets des 4 décembre 1920 et du 6 novembre 1929 relatifs respectivement au régime des communes-mixtes en Afrique occidentale française et au régime des communes-mixtes au Togo.

3^o — les dispositions des articles premier, 3 et 4 de l'arrêté général du 15 janvier 1942 modifiant le régime des communes-mixtes en Afrique occidentale française.

4^o — les dispositions des articles premier, 2 et 6 de l'arrêté général du 13 mai 1942 abrogeant l'arrêté du 23 octobre 1939 et fixant à nouveau la composition des commissions municipales des communes-mixtes du Sénégal.

b) — Restent temporairement en vigueur les dispositions des autres articles de l'arrêté général du 13 mai 1942 sus-mentionné.

ART. 4. — Les pouvoirs des commissions municipales des communes-mixtes réinstallées par application de l'article 1^{er} du présent arrêté, ainsi que les pouvoirs des commissions municipales de toutes les autres communes-mixtes de l'Afrique occidentale française et du Togo actuellement en exercice sont prorogés jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement.

ART. 5. — Les gouverneurs du Sénégal, du Soudan français, de la Guinée française, de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera, et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 9 avril 1943.

P. BOISSON.

Secrétariat général du Togo

ARRETE N° 1460 P. du 10 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, érigeant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde;

Vu le décret du 1^{er} mai 1926, concernant les traitements des secrétaires généraux des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo et tous textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 juillet 1913 modifié le 9 septembre 1917, réorganisant la fonction de secrétaire général des colonies;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942, du haut-commissaire en Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès du commissaire de France au Togo un poste de secrétaire général de ce territoire.

ART. 2. — Le titulaire de ce poste aura droit aux prérogatives et avantages prévus par les textes en vigueur.

ART. 3. — Le secrétaire général du Togo exercera les attributions fixées par l'article 3 du décret du 21 mai 1898 et assurera sous l'autorité du commissaire de France, l'instruction des affaires et l'exécution des décisions prises par le chef du territoire. Les pouvoirs qui lui seront délégués seront portés à la connaissance du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

ART. 4. — Le commissaire de France au Togo est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 10 avril 1943.

P. BOISSON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Service topographique

ARRETE N° 222 Dom. du 10 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 décembre 1922 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 24 juillet 1906 portant organisation de la propriété foncière en A. O. F. et l'arrêté 57 du 28 février 1923 en réglant les conditions d'application;

Vu l'arrêté 668 du 31 décembre 1934 accordant aux particuliers le concours des agents du service topographique pour les travaux de levés de plans et de nivellement;

Sur la proposition du conservateur de la propriété foncière;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration peut, dans la limite de ses disponibilités en personnel, accorder aux particuliers le concours des agents du service topographique pour les travaux de levés de plans et de nivellement.

Les travaux réclamés et effectués ont le caractère, non d'un service public, mais d'une cession aux particuliers. En conséquence, l'administration n'encourt aucune responsabilité du fait de leur exécution. En outre, l'exécution des travaux topographiques pour les particuliers n'implique nullement la reconnaissance de leurs droits de propriété par l'administration, il ne peut donc, en aucun cas, être fait état de ce consentement dans les revendications immobilières soit contre l'administration, soit contre les tiers.

Tout particulier qui désire le concours du service topographique doit adresser une demande, établie sur timbre, au commissaire de France.

Toutefois, pour une consultation de plan, il doit s'adresser directement au représentant du service topographique, muni d'une quittance des droits délivrée par le conservateur de la propriété foncière.

Chaque consultation ne devra comporter qu'un seul objet et n'autorisera pas à prendre des copies ou extraits des documents.

ART. 2. — Le tarif des travaux exécutés par la section topographique pour le compte des particuliers est fixé comme suit :

I — Détermination et lever de plan

a) *Tarif urbain et suburbain.* — Ce tarif est applicable aux propriétés bâties ou non bâties situées, à l'intérieur des villes et des faubourgs ou dans l'intérieur des centres lotis.

Pour les terrains d'une superficie inférieure à 1 ha : 500 francs.

Pour les terrains d'un hectare et au-dessus (toute fraction d'hectare devra compter pour un hectare) une somme fixe de 500 francs augmentée de 440 frs. par hectare, au-dessus du premier hectare.

Pour le lever et le report sur le plan des bâtiments existants sur le terrain, une somme fixe de 250 frs.

Pour chacune des bornes figurées sur le plan, une somme fixe de 60 francs.

Pour chaque borne remise en place, une somme fixe de 125 francs;

b) *Tarif rural.* — Ce tarif est applicable aux propriétés bâties ou non bâties qui sont situées en dehors des villes et des faubourgs ou des centres lotis.

Pour les terrains d'une superficie égale ou inférieure à 1 hectare, une somme fixe de 500 francs.

De 1 à 5 hectares, une somme fixe de 400 francs par hectare, avec minimum de 500 francs.

De 5 à 10 hectares, une somme fixe de 2.000 francs augmentée de 260 francs par hectare au-delà du cinquième.

De 10 à 50 hectares, une somme fixe de 3.300 frs. augmentée de 150 francs par hectare au-delà du dixième.

De 50 à 100 hectares, une somme fixe de 9.300 francs augmentée de 80 francs par hectare au-delà du cinquantième.

De 100 à 200 hectares, une somme fixe de 13.300 francs augmentée de 55 francs par hectare au-delà du centième.

De 200 à 500 hectares, une somme fixe de 18.800 francs augmentée de 40 francs par hectare au-delà du deux centième.

De 500 à 1.200 hectares, une somme de 30.800 francs augmentée de 25 francs par hectare au-delà du cinq centième.

Pour les terrains d'une superficie supérieure à 1.200 hectares, le prix sera établi par décision du commissaire de France au vu d'un devis établi par le chef de la section topographique.

Pour le levé et le report sur le plan des bâtiments existants sur le terrain, il sera perçu une somme fixe de 250 francs.

Pour chacune des bornes figurées sur le plan, une somme fixe de 60 francs.

Pour chaque borne remise en place, une somme fixe de 125 francs.

II — Opération de nivellement

Il sera perçu :

Jusqu'à 10 points, par point : 50 francs.

De 10 à 50 points, une somme fixe de 500 francs augmentée de 25 francs par point à partir du onzième.

De 50 à 100 points, une somme fixe de 1.500 francs augmentée de 15 francs par point à partir du cinquante et unième.

Au-dessus de 100 points, une somme fixe de 2.250 francs augmentée de 5 francs par point à partir du cent unième.

III — Plan coté (avec courbes de niveau)

Dans le cas de plan coté, quelle que soit l'équidistance des courbes, le tarif urbain ou rural, suivant le cas, s'ajoutera au tarif de nivellement.

IV — Copie de plan

Il sera perçu pour tout plan ou tout extrait de plan nécessitant :

Une feuille grand aigle 102×75 . . . 750 francs

1/2 feuille grand aigle 51×75 . . . 500 francs

1/4 feuille grand aigle 37×51 . . . 375 francs

1/8 feuille grand aigle 37×25 . . . 250 francs

V — Reproductions photographiques de plans

Il sera décompté pour tout tirage :

Feuille grand aigle . . . 125 francs

1/2 feuille grand aigle . . . 65 francs

1/4 feuille grand aigle . . . 35 francs

1/8 feuille grand aigle . . . 25 francs

VI — Consultation de plan

La redevance visée à l'article 1^{er} du présent arrêté pour la consultation d'un plan est fixée à 15 francs.

Les consultations de plans sont gratuites pour les divers services de la colonie. Ils pourront demander également, à titre de cessions remboursables, des copies ou des reproductions photographiques.

Il leur sera appliqué le même tarif que ci-dessus.

Les autorisations de cessions seront accordées dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article premier, sur demande officielle des services.

Les plans sont délivrés dans les conditions prévues par l'article 4.

ART. 3. — Les tarifs mentionnés aux §§ I a) I b), II, III, comprennent :

La surveillance de la mise en place des bornes, ou des repères de nivellement, le lever du plan, son dessin, le dessin des profils ou du plan coté, et la remise d'un exemplaire au particulier.

ART. 4. — Les plans, copies ou reproductions accompagnés d'un état des frais dressé par le service topographique seront transmis au conservateur de la propriété foncière qui en fera remise aux intéressés contre paiement desdits frais lesquels seront portés en charge dans les écritures au titre de recettes du service topographique.

Dispositions générales

ART. 5. — La fourniture, le transport et la mise en place des bornes, ainsi que, s'il y a lieu, le débroussaillage qui sont à la charge des particuliers peuvent, sur leur demande, être assurés à leurs frais par l'administration.

L'état de frais correspondant sera dressé par le service topographique et envoyé au conservateur de la propriété foncière.

Les bornes employées devront être du modèle en usage à la section topographique. Elles pourront être fournies par l'administration, au prix de 100 francs l'une, prises au chantier de fabrication.

ART. 6. — Les frais de déplacement des opérateurs, de leurs aides et de transport du matériel sont mis à la charge des particuliers intéressés dans les conditions ci-après :

a) Il sera d'abord perçu une indemnité de 330 frs. par agent européen et de 25 francs par manœuvre, par demi-journée passée en voyage à l'aller et au retour;

b) Les moyens de transport qui sont nécessaires au géomètre tant pour lui-même que pour ses aides, ses instruments et ses bagages, pour se déplacer du lieu de sa résidence et sur l'étendue des terrains à délimiter et à lever, pourront lui être fournis directement par les particuliers.

Ces transports peuvent être assurés par l'administration sur la demande des intéressés, et à leurs frais.

ART. 7. — Toute demande de concours du service topographique implique l'acceptation de payer les redevances afférentes à première réquisition de l'administration. Celle-ci se réserve toutefois la faculté de faire verser le coût approximatif des opérations avant l'exécution de tout travail.

Le règlement définitif s'opérerait suivant les dispositions de l'article 4.

ART. 8. — En consentant à exécuter des travaux pour le compte des particuliers dans la mesure où cela lui est possible, l'administration n'examine point leurs droits de propriété et il ne peut être fait état de ce consentement dans les revendications immobilières contre les tiers ou contre l'administration.

Il est utile de rappeler, comme corollaire :

a) Que le géomètre doit délimiter les terrains suivant les indications strictes du propriétaire et en sa présence;

b) Que mention doit être faite au plan, ainsi que des noms des propriétaires riverains qui seront, soit présents, soit absents lors de la délimitation.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 668 du 31 décembre 1934 susvisé.

ART. 10. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1943.

P. SALICETI.

Monnaies anglaises

N° 226 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

10 avril 1943. — Les monnaies anglaises seront reçues dans les caisses publiques autorisées à les admettre en paiement au taux de CENT QUATRE-VINGT DOUZE FRANCS (192 frs.) la livre sterling.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} mai 1943.

C. F. T.

Budget annexe (exercice 1943)

N° 228 C. F. T. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

10 avril 1943. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 758 C. F. T. et 30 T. P. des 29 décembre 1942 et 9 janvier 1943, relatifs au budget annexe du chemin de fer du Togo (exercice 1943).

Réglementation routière

N° 231 T. P. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

12 avril 1943. — La commission technique spéciale prévue à l'article 1^{er} du décret du 14 mars 1942 promulgué au Togo par arrêté du 12 avril 1943 est celle fixée à l'article 41 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application du décret du 21 juin 1934 sur la réglementation routière.

Essence

ARRETE N° 236 A. E. du 16 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général n° 492 S. E. du 4 février 1942, instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommé désignés, une caisse de péréquation et de compensation;

Vu les câblogrammes n° 208 S. E. c/5 et 136 S. E. c/5 des 3 et 8 avril 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE

ARTICLE PREMIER. — La vente de l'essence minérale est soumise aux opérations de péréquation.

ART. 2. — La caisse locale de péréquation encaissera sur la vente des essences 0,50 par litre; ces cinquante centimes s'ajouteront aux prix homologués.

ART. 3. — Les prélèvements au profit de la caisse de péréquation sont à indiquer distinctement sur les factures de vente, détail, demi-gros ou gros; ils n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des bénéfices, frais généraux, intérêt, etc..

ART. 4. — Les prélèvements au profit de la caisse de péréquation seront liquidés par le président de la caisse au vu des déclarations de stocks qui lui seront remises chaque mois par le service des travaux publics et sur les chiffres de vente ou de consommation indiqués par le même service.

ART. 5. — L'essence destinée à l'aviation est exonérée de la taxe de péréquation.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 avril 1943.

P. SALICETI.

Produits de la campagne 1942 — 1943

ARRETE N° 239 A. E. du 17 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les T. O. n°s 418 A. S. C. du 20 novembre 1942 et C. 439 S. E. P. du 25 novembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le rachat des produits de la récolte 1942-43 pourra être effectué, en plus de Lomé, dans les points de stockage suivants :

Cercle de Lomé : *Noépé, Tsévié;*

Cercle d'Anécho : *Anécho;*

Subdivision d'Atakpamé : *Atakpamé, Nuúti;*

Subdivision de Klouto : *Palimé, Agou;*

Cercle de Sokodé : *Sokodé, Bassari, Lama-Kara;*

Cercle de Mango : *Mango.*

ART. 2. — Les rachats seront effectués dans ces centres dans les conditions fixées par le télégramme C. 439 du 25 novembre 1942 susvisé du gouverneur général sur le vu :

1° — d'un procès-verbal de vérification de stocks dressé par les commissions qui seront désignées à cet effet dans chaque cercle par le commissaire de France.

2° — d'un certificat de l'inspection des produits attestant que le produit dont le rachat est demandé est de qualité loyale et marchande et répond, le cas échéant, aux règles du conditionnement.

3° — d'un certificat d'un agent du service des travaux publics ou à défaut du chef de circonscription attestant que le local où est entreposé le produit convient à la bonne conservation du produit.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera affiché à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 17 avril 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par cablogramme n° 239 S. E. P. du 26 avril 1943 du gouverneur général, haut-commissaire

Timbres fiscaux

N° 247 Dom. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

22 avril 1943. — Il sera procédé par surcharge à la modification des quotités de certains timbres fiscaux, conformément au tableau ci-dessous :

QUANTITÉS surchargées	QUOTITÉS anciennes	QUOTITÉS nouvelles	COULEUR de la surcharge
	frs.	frs.	
22.000	0,25	1,—	Noire
21.000	0,30	2,—	—
23.000	0,75	6,—	—
10.000	0,80	9,—	—
12.000	8,—	12,—	—
9.000	8,—	18,—	—
2.500	connaissance	connaissance	—
	8,—	24,—	—
2.500	con. 8,—	con. 12,—	—

Les surcharges seront imprimées en typographie et à l'encre grasse indélébile.

Produits vivriers

ARRETE N° 248 A. E. du 22 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique sur l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, promulguée au Togo par arrêté n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E. C./5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de colonies en matière de prix et stocks;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Devront obligatoirement être déclarés les stocks de produits suivants actuellement détenus par le commerce :

Piments secs gros;

Piments secs moyens;

Piments secs petits;
Kani en gousses;
Maniguettes en gousses;
Maniguettes en grains;
Poivres en grains.

L'achat de ces produits est interdit jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — Les déclarations seront adressées dans les journées des 23 et 24 avril 1943 aux commandants de cercle qui les transmettront par premier courrier au commissaire de France (bureau des affaires économiques) accompagnées d'un procès-verbal de vérification établi par un agent qualifié.

ART. 3. — La vérification matérielle des stocks sera effectuée en tous lieux par les officiers de police judiciaire et par les agents de la brigade de contrôle des prix et stocks. Aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 4. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, complété le 12 janvier 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 22 avril 1943.

P. SALICETI.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 260 A. E. du 28 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation au Togo, et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des denrées ci-après désignées pendant le mois de mai 1943 est subordonnée à la remise par l'acheteur d'un ticket détaché du feuillet « Denrées diverses » (feuillet rose).

Le ticket A donnera droit à 1 litre d'huile comestible.

Le ticket B donnera droit à 750 grammes de sucre.

Le ticket C donnera droit à 1 kilo de savon.

Le ticket D donnera droit à 4 boîtes 1/4 club conserves de poisson autres que de fabrication A. O. F.

Le ticket E donnera droit à 100 grammes conserves de tomates.

Le ticket F donnera droit à 1 paquet allumettes.

Le ticket G donnera droit à 1 litre vinaigre.

Le ticket H donnera droit à 2 kilos pâtes alimentaires.

Le ticket I donnera droit à 2 kilos conserves de légumes.

Le ticket J donnera droit à 1 bouteille au choix apéritif ou rhum ou eau de vie, ou cognac, ou mar et similaires.

ART. 2. — La délivrance des boissons spiritueuses en échange du ticket « J » n'est autorisée qu'en faveur des adultes de plus de 20 ans. En conséquence les services chargés de la répartition des feuillets « Denrées diverses » supprimeront, préalablement leur délivrance, le ticket « J » des cartes destinées aux personnes de moins de 20 ans.

ART. 3. — Est levée l'obligation précédemment faite de l'inscription préalable chez un fournisseur pour l'obtention des boissons spiritueuses.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 28 avril 1943.

P. SALICETI.

Café

ARRETE N° 261 A. E. du 28 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, promulguée au Togo par arrêté n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E. C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs conférés au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942 susvisé;

Vu le télégramme n° 1874 S. E. P. du 16 mars 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de café existant au territoire à la date du 30 avril 1943 devront faire l'objet d'une déclaration de la part de leurs détenteurs.

ART. 2. — Les déclarations de stock seront adressées dans les 24 heures aux commandants de cercle qui les transmettront, après vérification, au commissaire de France, accompagnées d'un procès-verbal de vérification établi par un agent qualifié.

ART. 3. — La vérification matérielle de ces stocks sera effectuée en tous lieux par les officiers de police judiciaire et par les agents de la brigade de contrôle des prix et stocks. Aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 4. — A partir de la date de publication du présent arrêté et jusqu'à achèvement des opérations de vérification des stocks, tout achat de café est suspendu dans toute l'étendue du territoire.

ART. 5. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 28 avril 1943.

P. SALICETI.

Cacao

N° 262 Agro. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

28 avril 1943. — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao est fixée au 1^{er} mai 1943, sauf en ce qui concerne l'achat de ce produit par la S.I.P. d'Atakpamé dans la région du Litimé.

Est abrogé l'arrêté n° 752/A. E. du 26 décembre 1942.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Nominations

Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du :

4 avril 1943. — M. le gouverneur de 3^e classe des colonies Martine est nommé inspecteur général du travail de l'Afrique occidentale française et du Togo.

M. le gouverneur Martine prêtera serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Dakar, les dépenses y afférentes seront imputables au budget général.

Rappel d'ancienneté

Par arrêtés ou décisions du gouverneur général de l'A. O. F. des :

15 mars 1943 :

Il est conservé aux agents des cadres généraux promus à titre provisoire au 1^{er} janvier 1943, les rappels d'ancienneté suivants pour services militaires.

1^o Cadre général des ingénieurs services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies :

M. René Pierron, 1 mois 10 jours;

Titularisation

N° 1440 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

9 avril 1943. — M. Brinon Jean, vétérinaire-adjoint stagiaire du service de l'élevage et des industries annexes, qui a terminé son année de stage réglementaire, est titularisé et nommé vétérinaire adjoint de 3^e classe pour compter du 6 mars 1943.

ACTES DU POUVOIR LOCAL.

PERSONNEL INDIGENE

Nominations

Par arrêté n° 250 P. du :

24 avril 1943. — Les candidats dont les noms suivent et qui ont subi avec succès le concours du 5 avril 1943 prévu par arrêté n° 58 P. du 28 janvier 1943, sont agréés dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de préposés stagiaires (1^{er} échelon) :

Attigbé Etienne Emmanuel,
Aziglossou Edo Emile,
Dupuy Louis Denis,
Yigan Joseph.

ERRATUM à l'arrêté n° 143 P. du 4 mars 1943.

au lieu de :

Mensah Ferdinand, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.
Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.

lire :

Mensah Ferdinand, facteur-enregistreur de 3^e cl.
Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 2^e cl.

Retraite

Par arrêté n° 227 F. du :

10 avril 1943. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1^o — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de mille cinq cent cinquante quatre francs (1.554 frs.) avec indemnités pour charges de famille à M. Semondji Thomas, surveillant de route de 5^e classe, né à Avété, subdivision d'Atakpamé, Togo, le 22 avril 1887, 32 ans, 9 mois et 11 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} octobre 1942.

2^o — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de deux mille trente huit francs (2.038 frs.) avec indemnités pour charges de famille à M. Toyi Bruno, préposé de 2^e classe des douanes, né à Grand-Popo (Dahomey) le 6 octobre 1879, 20 ans, 3 mois et 9 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 10 septembre 1942.

Agents auxiliaires

Reclassement

Par décision n° 319 P. du :

24 avril 1943. — Est et demeure rapportée la décision n° 209 P. du 7 mars 1943 portant révocation du mécanicien-conducteur auxiliaire Baba Kako.

Le mécanicien-conducteur auxiliaire Baba Kako est reclassé pour compter du 1^{er} janvier 1943 à l'échelle 2 échelon 3 dans le personnel auxiliaire régi par le règlement intérieur du 10 mars 1943.

Nominations

Par décision n° 322 P. du :

28 avril 1943. — Le nommé Kodjo Emile est engagé en qualité de moniteur auxiliaire de l'enseignement (échelle 2 échelon 1).

Licenciements

Par décision n° 295 P. du :

14 avril 1943. — L'agent auxiliaire Ousmané Touré, est licencié de son emploi pour convenances de service avec préavis d'un mois à compter de la date de la signature de la présente décision.

Par décision n° 296 P. du :

14 avril 1943. — Les agents auxiliaires ci-après désignés sont licenciés de leur emploi pour convenances de service avec préavis d'un mois à compter de la date de la signature de la présente décision :

Mensah Sassou Ferdinand,
Adjégan Adjété Christian,
Lawson Latré Emma,
Sébou Tiadjéri Lazare,
Wodih Damasse Comlan.

Gardes forestiers**Nomination**

Par arrêté n° 235 P. du :

16 avril 1943. — Le nommé de Souza Léon, qui a subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, est admis dans le cadre local des gardes forestiers du Togo, en qualité de garde forestier stagiaire, pour compter du 12 avril 1943.

Gardes-frontières**Nomination**

Par arrêté n° 229 P. du :

12 avril 1943. — Les nommés :
Homénou Jean Danssou, ancien tirailleur,
Kpatcha Bagnol Mouzou, ancien tirailleur,
sont agréés dans le cadre local des gardes-frontières du Togo, en qualité de gardes-frontières stagiaires.

DIVERS**Agents d'affaires**

Par arrêté n° 232 A. P. A. du :

13 avril 1943. — Le nommé Kponton (Justin, André), né le 29 août 1909 à Anécho-Adjido, domicilié à Lomé, fils de Justin Mesan Kponton et de Margaretha Justin Kponton, est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires dans la subdivision de Klouto.

Allocations

Par arrêté n° 225 F. du :

10 avril 1943. — Sont accordées les allocations ci-après aux veuves et orphelins de l'infirmier-major Moussa Michel, décédé à Kabou, cercle de Sokodé, le 3 décembre 1940 :

1^o — Allocation de veuve au taux annuel de Cent soixante-et-onze francs (171 frs.) à la nommée Messan Ayaovi Lucie, née vers 1910 à Agbozoumé (Gold-Coast), femme de Moussa Michel;

2^o — Allocation de veuve au taux annuel de Cent soixante-et-onze francs (171 frs.) à la nommée Ouano Rétchia, née vers 1915 à Bassari, cercle de Sokodé, femme de Moussa Michel;

3^o — Allocation de veuve au taux annuel de Cent soixante-et-onze francs (171 frs.) à la nommée Akouavi Christine, née vers 1910 à Bassari, cercle de Sokodé, femme de Moussa Michel;

4^o — Allocation de veuve au taux annuel de Cent soixante-et-onze francs (171 frs.) à la nommée Abatan née vers 1917 à Bassari, cercle de Sokodé, femme de Moussa Michel.

5^o — Allocation au taux annuel de Quarante-deux francs (42 frs.) à chacun des orphelins désignés ci-dessous, enfants légitimes de madame Messan Ayaovi Lucie, veuve Moussa Michel :

1^o Comfort, née à Lomé, le 29 mars 1929,

2^o François, né à Sokodé, le 5 février 1931,

3^o Hélène, née à Sokodé, le 3 avril 1934,

4^o Adolphe, né à Lomé, le 22 novembre 1939;

6^o — Allocation au taux annuel de Cinquante-sept francs (57 frs.) à chacun des orphelins désignés ci-dessous, enfants légitimes de madame Ouano Rétchia, veuve Moussa Michel :

1^o Martina, née à Bassari, le 29 avril 1933,

2^o Thérèse Afiwoa, née à Sokodé, le 24 juillet 1936,

3^o Tchapo, né à Bassari, le 20 juillet 1939;

7^o — Allocation au taux annuel de Quatre-vingt-cinq francs (85 frs.) à chacun des orphelins désignés ci-dessous, enfants légitimes de madame Akouavi Christine, veuve Moussa Michel :

1^o André Michel, né à Lomé, le 26 avril 1927,

2^o Emmanuel Kouassi, né à Sokodé, le 2 février 1936;

8^o — Allocation au taux annuel de Cent soixante-et-onze francs (171 frs.) à l'orphelin Jean Kouassi, né à Sokodé, le 16 mai 1937, enfant légitime de madame Abatani, veuve Moussa Michel;

9^o — Allocation au taux annuel de Trois cent quarante-trois francs (343 frs.) à l'orpheline Wimbéri Moussa, née à Sokodé, le 29 mai 1932, enfant légitime de madame Zinatou, femme divorcée avec Moussa Michel.

Conformément à l'article 13, paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur tous les ayants-droit d'un même groupe, mais non entre les groupes représentant des lits différents.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au budget local du Togo.

La date de jouissance des allocations ci-dessus est fixée au 4 décembre 1940, lendemain du décès du chef de la famille.

Appel différé**Commission**

Par décision n° 312 B. M. du :

22 avril 1943. — La commission régionale de contrôle des appels différés prévue par l'article 11 de l'arrêté général n° 191 C. M. / 3 du 15 janvier 1943 est composée comme suit :

Président :

M. Le capitaine Billant de l'infanterie coloniale, commandant les forces de police du Togo désigné par le commandant militaire du Dahomey-Togo (à défaut d'officier supérieur).

Membres :

M.M. le capitaine Duffau de l'infanterie coloniale, Sanson, administrateur des colonies, Siaut, délégué des groupements professionnels du Togo, désigné par le président du comité central des groupements professionnels de l'A. O. F. et du Togo.

Secrétaire :

Un officier ou, à défaut, un sous-officier représentant le bureau de recrutement de l'A. O. F. (désigné par le président de la commission).

La commission se réunira sur la convocation de son président.

En cas d'empêchement du président, il appartiendra à ce dernier de désigner son remplaçant.

La décision n° 124 B. M. du 8 février 1943 est abrogée.

Débet

Par arrêté n° 190 F. du :

27 mars 1943. — M. Sors Henri, commis de 1^{re} cl. des services civils des colonies, agent spécial du cercle d'Anécho, est déclaré provisoirement en débet envers le territoire d'une somme de Trente cinq mille quatre vingt quatorze francs soixante centimes (35.094,60) sauf erreur ou omission.

Dégrèvement — Cotes irrécouvrables

Par arrêté n° 220 C. D. du :
10 avril 1943. — Est accordé le dégrèvement suivant :

Exercice 1942**IMPÔT PERSONNEL EUROPÉEN**

Trésor :	Taxe fixe	Rachat prestation	C. A.	Total
Rôle N° 202 art. 16 Lombard	250,—	40,—	12,50	302,50

Sont admises en non valeur les cotes irrécouvrables des contributions directes exercice 1942 ci-après :

IMPÔT PERSONNEL SUR INDIGÈNES C. O.**Sokodé :**

Rôle N° 43 art. 85	—	33 cotes à 26 frs.	=	858,—
—	—	126 — 122	—	26 frs. = 3.172,—
Totaux	155			4.030,—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces dégrèvements et cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

Métis

Par décision n° 291 F. du :

11 avril 1943. — Sont accordées pour l'année 1943, pour compter du 1^{er} janvier 1943, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	ÉTABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX journalier de l'allocation	PERSONNES habilitées à prendre le montant des allocations	RÉSIDENCE
Centre	Mission protestante Agou Nyongbo	Jeannette Akoua Hounkou	9 ans	3,25	Mlle. Monod	Agou Nyongbo
		Paul Kodjo Charles Hounkou	13 ans	4,50		
Sokodé		Jean Marie Tomazi	12 ans	3,—	Tchindo Tomazie	Djabatauré S/Sokodé
		Noël Novo	13 ans	3,—	Kobité Novo	Bassari S/Bassari
		Max	13 ans	3,—	Abatan	Nangban Bassari
		Marie Nouffo	5 ans	1,50	Nouffo Tchapo	Bassari
		Martina Nada	6 mois	1,50	Nada Napo	Bassari

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant-droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Police sanitaire du bétail

Par décision n° 316 P. du :

23 avril 1943. — Les vétérinaires-auxiliaires Boehm Nathan, Amégée Paul et Gayé Malck, sont habilités à constater les infractions en matière de police sanitaire des animaux (sauf pour la morve, les maladies du porc, la méliococcie, la fièvre catarrhale, l'agalaxie contagieuse), et en matière de circulation du bétail au Togo, dans les conditions prévues par les arrêtés des 30 octobre 1934 et 26 juillet 1937.

Les agents désignés ci-dessus prêteront serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Rôles

Par arrêté n° 237 C. D. du :

17 avril 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1942 et 1943 dont les détails suivent, s'élevant à la somme de : QUATRE CENT QUARANTE DEUX MILLE TROIS CENT DIX NEUF FRANCS SOIXANTE CENTIMES.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1942				
293	Lomé (Com. Mixte)	Impôt personnel (taxe fixe)	1.750,—	
		Centimes additionnels	87,50	
		Rachat des prestations	280,—	2.117,50
294	—	Impôt sur indigènes catégorie ordinaire	164.430,—	
		Centimes additionnels	8.221,50	
		Rachat des prestations	22.680,—	195.331,50
295	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	400,—	
		Centimes additionnels	20,—	
		Rachat des prestations indigènes	100,—	520,—
296	—	Patentes	5.345,—	
		Centimes additionnels	267,—	5.612,—
297	—	Licences	1.650,—	
		Centimes additionnels	82,50	1.732,50
298	—	Taxe sur armes perfectionnées	80,—	
		Centimes additionnels	4,—	84,—
299	—	Taxe sur armes non perfectionnées	32,—	
		Centimes additionnels	1,60	33,60
300	—	Taxe sur les bicyclettes	4.875,—	
		Centimes additionnels	227,50	5.102,50
301	—	Taxe sur les chiens	1.040,—	
		Centimes additionnels	52,—	1.092,—
302	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe)	250,—	
		Rachat des prestations	40,—	290,—
303	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	370,—	
		Rachat des prestations indigènes	70,—	440,—
304	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire		986,—
305	—	Patentes		6.650,—
306	—	Licences		1.000,—
307	—	Taxe sur armes perfectionnées		20,—
308	—	Taxe sur armes non perfectionnées		1.680,—
309	—	Taxe sur les véhicules		375,—
310	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	31.320,—	
		Rachat des prestations	6.750,—	38.070,—
311	Bassari	Impôt sur la population flottante		4.170,—
312	—	Taxe sur les armes de traite		4.448,—
313	—	Taxe sur les bicyclettes		495,—
		Total		270.249,60
Exercice 1943				
52	Trésor	Impôt personnel (taxe fixe)	51.500,—	
		Rachat des prestations (européens)	6.400,—	57.900,—
53	Lomé-Ville (Com. M.)	Taxe sur armes perfectionnées		1.720,—
54	Palimé	Impôt personnel (taxe fixe)	32.500,—	
		Rachat des prestations (européens)	5.000,—	37.500,—
55	—	Impôt personnel (taxe fixe)	1.000,—	
		Rachat des prestations (européens)	160,—	1.160,—
56	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis européens		2.470,50
57	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis indigènes		3.980,—
57 bis	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis indigènes		485,90
58	—	Patentes		38.160,—
59	—	Licences		6.000,—
60	—	Taxe sur armes perfectionnées		960,—
61	Bassari	Impôt personnel (taxe fixe)	2.500,—	
		Rachat des prestations	400,—	2.900,—
62	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	7.350,—	
		Rachat des prestations indigènes	695,—	8.045,—
		à reporter		161.281,40

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		161.281,40
63	Mango	Impôt personnel (taxe fixe)	250,—	
		Rachat des prestations	40,—	290,—
64	—	Impôt personnel (taxe fixe)	750,—	
		Rachat des prestations	80,—	830,—
65	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	6.560,—	
		Rachat des prestations	1.030,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	60,—	7.650,—
66	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis européens		224,—
67	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis européens		7,50
68	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis indigènes		734,80
69	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis indigènes		1.052,30
		TOTAL		172.070,—
		TOTAL EXERCICE 1942		270.249,60
		TOTAL GÉNÉRAL		442.319,60

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 15 avril 1943.

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 223 DOM. du :

10 avril 1943. — Les conditions fixées par l'article 13 du cahier des charges établi le 24 décembre 1937, approuvé le 28 décembre 1937, ayant été remplies le 12 juillet 1938, le terrain de 2 ha 93 a 50, situé à Anécho, objet du titre foncier 154 du territoire du Togo, est attribué définitivement en toute propriété au sieur Johnson Richard Y. commerçant propriétaire à Ouagbo (Dahomey).

Par arrêté n° 224 DOM. du :

10 avril 1943. — Est autorisée exceptionnellement l'inscription du droit de co-propriété du terrain et du droit exclusif de superficie au profit de la dame Ekoué Agnès, épouse du sieur Akakpovi Appolinaire, agent sanitaire à Anécho, sur le titre foncier n° 462 du territoire du Togo, dont l'attribution définitive a été accordée audit sieur Akakpovi Appolinaire par arrêté n° 207 du 18 avril 1941.

Par décision n° 273 DQM. du :

10 avril 1943. — Une commission composée de :

M. le commandant du cercle de Sokodé
ou son représentant *Président*
M.M. Le chef de la subdivision des travaux
publics du nord à Sokodé,
François Aclinou, employé de commerce, propriétaire à Sokodé,
Laurence Dogbé, commerçant à Sokodé, } *Membres*

se réunira sur place à Sokodé, route des Cabrais, sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur la concession acquise par le sieur Anani Ambroise et faisant l'objet du titre foncier n° 56 du cercle de Sokodé.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de Concours

pour l'emploi de Commis d'Administration
du cadre local du Togo.

Un concours pour sept places de commis d'administration aura lieu à Lomé les 6 et 7 septembre 1943.

Les candidats devront satisfaire aux conditions prévues par l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo (articles 3 et 4, 1^o) et adresser le dossier réglementaire au plus tard le 20 août 1943.

La liste définitive des candidats admis à subir les épreuves sera arrêtée le 23 août 1943.

Le programme du concours est le suivant :

Ecrit :

(Moyenne générale minimum 12/20) *coefficient*

- | | |
|--|---|
| 1 ^o — Rédaction sur un sujet d'ordre général : 2 heures | 3 |
| 2 ^o — Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo : 1 h. 1/2 | 2 |
| 3 ^o — Histoire et géographie du Togo : 2 questions 1 heure chacune | 1 |
| 4 ^o — Epreuve dactylographique (éliminatoire si la note est inférieure à 12/20) | 2 |
| 5 ^o — Mathématiques (épreuve facultative) (n'entreront en ligne de compte que les notes supérieures à 12/20) : 1 heure 30 | 1 |

Oral :

(Moyenne générale minimum 12/20)

- | | |
|---|---|
| Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo | 1 |
| Histoire et géographie du Togo | 1 |

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1248, déposée le 21 avril 1943 le sieur Joseph Aklassou II, profession de chef de canton de Gros Bè, demeurant et domicilié à Gros Bè Hedjin, agissant en qualité de mandataire des ci-après nommés, composant la collectivité Gnéthé Sokpata, savoir :

- 1^o — Kenghalo Gnéthé Sokpata;
- 2^o — Gassou Agbéwomé Sokpata;
- 3^o — Adjikou Ahadjissé Sokpata;
- 4^o — Seplenou Kpami Sokpata;
- 5^o — Agbetoglo Adjihoun Sokpata;
- 6^o — Ekoui Hadjitsé Sokpata;
- 7^o — Aglago Kokou Sokpata;
- 8^o — Togboui Adanto Sokpata;
- 9^o — Atandji Agbosso Sokpata;
- 10^o — Djinagoun Bodjra Sokpata;
- 11^o — Afayigbé Gnéthé Sokpata;
- 12^o — Atandji Adanto Sokpata;
- 13^o — Dogbonou Tometi Sokpata;
- 14^o — a) Gogognan, âgé de 38 ans;
- b) Adoglin, âgé de 29 ans;

c) Kokou, âgé de 23 ans, tous trois venant à la représentation de leur père Agboli Klou Agbo Sokpata, décédé le 1^{er} septembre 1942, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance totale de 109 hectares 72 ares 75 centiares, situé à Adakpamé, canton de Bè, subdivision de Lomé, connu sous le nom de « Akodessewa » et borné au nord par terrains à Adonsou, Amekuwo Ahovi et Gnisso Kouto, à l'est par terrains à Gnisso Kouto Holowou et Kangni, au sud par terrains à Tamakloe et Aklassou, à l'ouest par passage réservé au bétail, au sud-ouest par terrains à Messan Ahadjî, Wougan et Akpagani.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1249, déposée le 21 avril 1943 le sieur Joseph Aklassou II, profession de chef de canton de Gros Bè, demeurant et domicilié à Gros Bè Hedjin, agissant en qualité de mandataire de :

- 1^o — Togboui Adanto;
- 2^o — Mihesso Adanto,

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier

complanté de cocotiers, d'une contenance totale de 1 hectare 19 ares 87 centiares, situé à Adakpamé, canton de Bè, subdivision de Lomé, connu sous le nom de « Akodessewa » et borné au nord par un marais, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains à Kouto Gnisso.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le mercredi vingt-six mai mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kainkové, subdivision de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, planté de jeunes cocotiers et cultures vivrières d'une contenance de 4 hectares 20 ares 45 centiares, et borné au nord par un passage au sud par Lucas Tiedor, à l'est par Kuassivi Ndoh et à l'ouest par Ahétotsé Gadégbéku dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Frédéric H. Gadégbéku, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du dix-huit mars 1943, n° 1246.

Le vendredi vingt-huit mai mil neuf cent quarante-trois à huit heures trente du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, rue de la Mission, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier sur lequel sont construits une maison d'habitation et un atelier, d'une contenance de 3 ares 90 centiares, connu sous le nom de « Jamès Komlan Simons » et borné au nord par la rue Alsace Lorraine, au sud par Akuélé Soga, à l'est par la rue de la Mission et à l'ouest par Hilaire K. Simons, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Kwessi Nyamibékire, Simons de Fanti, employé de commerce, à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du neuf mars 1943, n° 1241.

Le mercredi neuf juin mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Yadé, cercle de Sokodé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, en bordure de la route de Lama-Kara à Tchitchao, d'une contenance de 1 hectare 62 ares 59 centiares, et borné au nord par terrains à Bachané, Agawo et Akpém, à l'est par la route Lama-Kara vers Tchitchao, au sud par terrains à Bachané, Pézéwa et Palassino et à l'ouest par terrains à Yoma, Tchakada, Tchablimé et Kibiyi, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur-contrôleur de l'enregistrement et des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant du territoire du Togo, suivant réquisition du douze mars 1943, n° 1242.

Le vendredi dix-huit juin mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 18 hectares 56 ares 25 centiares, borné au nord par terrain à Maboui, à l'est par terrains Aki-tsété Dotsé et Atandji, au sud par terrains à Houdesso et Kéwou, à l'ouest par terrain à Kponou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akin Kponou, propriétaire demeurant et domicilié à Abobo, cercle de Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du seize mars 1943, n° 1244.

Le lundi vingt-et-un juin mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adakpamé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, complanté de cocotiers, d'une contenance de 25 hectares 9 ares 10 centiares, et borné au nord par terrains à Hounbôno, Zogli, Honodé, Lota, Gavon, Avoudokpé et Kouto, à l'est par terrains à Kémavo et Djonou, au

sud par terrains à Akpémagnon et Koufo et à l'ouest par terrains à Edeh, Woekpo et Nanyiwodo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Avousou Ayivon, cultivateur, demeurant et domicilié à Adakpamé, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaire, suivant réquisition du treize mars 1943, n° 1243.

Le vendredi vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, d'une contenance de 13 ares 86 centiares, et borné au nord par un immeuble appartenant au chef Gassu de Baguida, à l'est par un immeuble appartenant à Assah (Baguida), au sud par la voie ferrée, à l'ouest par le marché, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ambroise Samuel Ahyee, comptable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme co-propriétaire, suivant réquisition du huit mars 1943, n° 1240.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.